

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1805

21 juillet 2015

SOMMAIRE

30 GV S.C.A.	86597	Foyer Finance S.A.	86595
4IP Fund Management S.A.	86599	Fracena S.A.	86595
Abercrombie & Kent Group of Companies S.A.	86604	Gé Simons Logistics	86595
A.E.F.Solo S.à r.l.	86600	Inversiones Eneida S.à r.l., SPF	86610
ArcStore S.A.	86640	Kering Re	86597
Axus Luxembourg S.A.	86596	Location, Archives et Bureaux S.à r.l.	86601
Bock Capital EU Luxembourg Sakana S.à.r.l.	86640	Made Management	86602
Cap Investments S.A.	86597	Nefertoum	86598
Carvi Transport	86596	Oracle Finance	86598
CETP II Participations S.à r.l. SICAR	86595	Paintbox S.A.	86598
Cosylux S.A.	86596	Polunin Funds	86597
Deale International Machines S.A.	86601	SPFC Investment S.à r.l.	86639
De Luxe Holding S.A.	86601	Sushi Gourmet Holding International S.à r.l.	86623
D.Family S.à r.l.	86596	Terminal Investment Limited SA	86599
D Fashion S.A.	86614	The Directors' Office	86599
Divine Finance S.A.	86594	Ticketmaster Luxembourg Holdco 5, S.à r.l.	86640
DSI Construction Holdings Luxembourg S.à r.l.	86594	Tishman Speyer Eland House Holdings S.à r.l.	86599
Entertainment Concepts S.A.	86594	Tishman Speyer Europe S.à r.l.	86598
Etoile Promotions <C>	86594	VEDF (Luxembourg) P8 S.à r.l.	86628
Europäische Handelsanstalt für Waren und Rohstoffe S.à r.l.	86594	Walgreen Asia Services S.à r.l.	86607
Fiesta S.A.	86595	Xenios Holdings Co S.A.	86600
		Zorille Properties S.A.	86600

Europäische Handelsanstalt für Waren und Rohstoffe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 52, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 144.035.

Der Jahresabschluss vom 31. Dezember 2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015078412/9.

(150089661) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2015.

Entertainment Concepts S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 11, avenue de la Porte Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 141.819.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015078407/10.

(150090206) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2015.

DSI Construction Holdings Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26B, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 189.926.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 28 mai 2015.

Référence de publication: 2015078394/10.

(150090248) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2015.

Divine Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons Malades.
R.C.S. Luxembourg B 80.752.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 avril 2015.

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2015078392/11.

(150089705) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2015.

Etoile Promotions <C>, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 2, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 60.631.

Le bilan au 31/12/2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 mai 2015.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L – 1013 Luxembourg

Référence de publication: 2015080374/14.

(150091836) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juin 2015.

Fracena S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 181.020.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015080407/9.

(150092041) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juin 2015.

Fiesta S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 79.927.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIESTA S.A.

Référence de publication: 2015080399/10.

(150092665) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juin 2015.

Foyer Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3372 Leudelange, 12, rue Léon Laval.
R.C.S. Luxembourg B 33.850.

Les comptes consolidés au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FOYER FINANCE S.A.

Référence de publication: 2015080406/10.

(150092086) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juin 2015.

Gé Simons Logistics, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8287 Kehlen, 23, Zone Industrielle.
R.C.S. Luxembourg B 173.527.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} juin 2015.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2015080413/12.

(150092300) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juin 2015.

CETP II Participations S.à r.l. SICAR, Société à responsabilité limitée sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 130.698.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} juin 2015.

CETP II Participations S.à r.l. SICAR

Un mandataire

Référence de publication: 2015080275/13.

(150092405) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juin 2015.

Cosylux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5532 Remich, 8, rue Enz.

R.C.S. Luxembourg B 88.155.

Les comptes annuels clos au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015080286/9.

(150092066) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juin 2015.**Carvi Transport, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4149 Schifflange, 68, rue Romain Fandel.

R.C.S. Luxembourg B 172.594.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2015080264/11.

(150091916) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juin 2015.**D.Family S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6690 Moersdorf, 3, Millewee.

R.C.S. Luxembourg B 176.875.

Les comptes annuels rectifiés au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 faisant l'objet du rectificatif ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés le 19 janvier 2015 sous la référence L150011516.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015080294/12.

(150092136) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juin 2015.**Axus Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8010 Strassen, 270, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 23.299.

Extrait du procès-verbal du Conseil d'Administration tenu à Strassen au siège social le 22 avril 2015

Démission d'un administrateur - Cooptation d'un administrateur

Le conseil prend acte de la démission de son mandat d'administrateur de Monsieur Mike MASTERSON, ayant son domicile sis à F-78110 Le Vésinet, 8bis rue Emile Augier. Cette démission a pris effet au 20 avril 2015.

En vue de pourvoir à son remplacement, le conseil coopte aux fonctions d'administrateur Monsieur Gilles MOMPER, de nationalité française, né le 25 décembre 1972 à Metz (France) ayant son domicile sis à F-92400 Courbevoie, rue Jules Ferry 20, et ce pour la durée restant à courir au titre du mandat de Monsieur Mike MASTERSON.

Cette nomination prend effet dès ce jour et sera rendue définitive lors de l'assemblée générale statutaire de l'exercice 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 22 avril 2015.

Pour extrait

Pour la société

Dominique Roger

Administrateur-délégué

Référence de publication: 2015076554/22.

(150087854) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

Cap Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 156.156.

Les comptes annuels au 31 mars 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015076643/9.
(150087504) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

Kering Re, Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 59.828.

Le Bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société KERING RE

Aon Insurance Managers (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2015077815/11.

(150089248) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2015.

30 GV S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Capital social: EUR 310.000,00.

Siège social: L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès.
R.C.S. Luxembourg B 171.116.

Extrait des résolutions prises par le liquidateur en date du 20 mai 2015

Le Liquidateur décide de transférer le siège social de la Société, avec effet au 20 mai 2015 (inclus), de son adresse actuelle située au 22, rue Marie-Adélaïde L-2128 Luxembourg au 23 rue Jean Jaurès, L-1836 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dandois & Meynial

Référence de publication: 2015076417/13.

(150086671) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

Polunin Funds, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 131.312.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 24 avril 2015

En date du 24 avril 2015, l'Assemblée Générale Ordinaire a décidé:

- d'accepter la démission de Monsieur Gaston Mainz en qualité d'Administrateur avec effet au 14 novembre 2014,
- de ratifier la cooptation de Monsieur Serge Dollendorf, sous réserve de l'agrément de la Commission de Surveillance du Secteur Financier, en qualité d'administrateur avec effet au 13 mars 2015 en remplacement de Monsieur Gaston Mainz, démissionnaire,
- de renouveler les mandats de Monsieur Julian Garel Jones, de Monsieur Michael Sanders et de Monsieur Serge Dollendorf en qualité d'Administrateurs jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2016,
- de renouveler le mandat de Deloitte Audit Sàrl en qualité de Réviseur d'Entreprises agréé jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2016.

Luxembourg, le 21 mai 2015.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Polunin Funds

Caceis Bank Luxembourg

Référence de publication: 2015076279/21.

(150086884) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

Nefertoum, Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.
R.C.S. Luxembourg B 132.618.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015077168/9.
(150088334) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

Paintbox S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 97.862.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Signature.
Référence de publication: 2015077208/10.
(150088529) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

Oracle Finance, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 100.000,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 107.323.

—
EXTRAIT

Il résulte de résolutions de l'associé unique de la Société prises en date du 21 mai 2015 que Monsieur Brian Kelly, né le 29 mars 1980 à Dublin (Irlande), ayant son adresse professionnelle au Block C, Eastpoint Business Park, Dublin 3, Irlande, a été nommé gérant A de la Société avec effet au 21 mai 2015, pour une durée indéterminée, en remplacement de Monsieur Simon Allison, gérant A démissionnaire.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 mai 2015.

Pour Oracle Finance

Un mandataire

Référence de publication: 2015077180/17.

(150087552) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

Tishman Speyer Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 2.125.000,00.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 130.284.

—
Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2014 de la Société, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 1^{er} juin 2015.

Pour extrait conforme

ATOZ SA

Aerogolf Center - Bloc B

1, Heienhaff

L-1736 Senningerberg

Signature

Référence de publication: 2015080861/18.

(150092709) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juin 2015.

Terminal Investment Limited SA, Société Anonyme.
Siège social: L-1160 Luxembourg, 28, boulevard d'Avranches.
R.C.S. Luxembourg B 174.117.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2015080828/10.

(150092048) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juin 2015.

The Directors' Office, Société Anonyme.
Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 142.270.

—
Les comptes annuels au 31 Décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} Juin 2015.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015080832/12.

(150092716) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juin 2015.

4IP Fund Management S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 123.988.

—
Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 mai 2015.

Pour 4IP Fund Management S.A.

Société anonyme

RBC INVESTOR SERVICES BANK S.A.

Société anonyme

Référence de publication: 2015078936/15.

(150090285) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2015.

Tishman Speyer Eland House Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 827.678,00.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 165.868.

—
Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2014 de la Société, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 1^{er} juin 2015.

Pour extrait conforme

ATOZ SA

Aerogolf Center - Bloc B

1, Heienhaff

L-1736 Senningerberg

Signature

Référence de publication: 2015080834/17.

(150092269) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juin 2015.

A.E.F.Solo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 181.648.

Par la présente, nous vous informons que nous avons dénoncé, en date du 6 mai 2015, le contrat de domiciliation conclu avec la société sous rubrique, qui avait son siège au 15, rue Edward Steichen L-2540 Luxembourg.

Luxembourg, le 6 mai 2015.

*Pour Vistra (Luxembourg) S.à r.l.**Société domiciliataire*

Wim Ritz / Gerry Mullen

Gérant / Gérant

Référence de publication: 2015076455/13.

(150087508) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

Zorille Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 108.593.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26.05.2015.

Pour: ZORILLE PROPERTIES S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2015078930/14.

(150090297) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2015.

Xenios Holdings Co S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 103.657.

I. Lors de l'assemblée générale annuelle tenue en date du 27 avril 2015, les actionnaires ont pris les décisions suivantes:

1. Renouvellement du mandat des administrateurs suivants:

- Aris Georgiadis, avec adresse au 6, Demokritou Street, 10671 Athènes, Grèce

- Ioannis Aloupis, avec adresse au 47, Akti Miaouli, 18536 Piraeus, Grèce

pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2014 et qui se tiendra en 2015;

2. Nomination de PricewaterhouseCoopers, avec siège social au 2, rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxembourg, au mandat de réviseur d'entreprises agréé, avec effet immédiat et pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2014 et qui se tiendra en 2015;

3. Nomination de Peggy Murphy, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat d'administrateur, avec effet immédiat et pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2014 et qui se tiendra en 2015;

4. Acceptation de la démission de Pascale Nutz, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg de son mandat d'administrateur, avec effet immédiat;

II. L'adresse de l'administrateur délégué Ioannis Aloupis a changé et est désormais au au 47, Akti Miaouli, 18536 Piraeus, Grèce

III. L'adresse de l'administrateur délégué Aris Georgiadis est au 6, Demokritou Street, 10671 Athènes, Grèce

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 mai 2015.

Référence de publication: 2015078921/27.

(150089917) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2015.

De Luxe Holding S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 39, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 9.046.

—

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 22 mai 2015

Révocation de Monsieur Norbert SCHMITZ, en tant qu'administrateur et administrateur délégué avec effet immédiat;

Nomination de Madame Tazia BENAMEUR demeurant professionnellement au 3 avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, née le 9 novembre 1969 à Mohammadia (Algérie) au poste d'administrateur avec effet immédiat. Son mandat viendra à échéance lors de l'assemblée générale de 2018.

Pour la société

DE LUXE HOLDING S.A.

Référence de publication: 2015076746/14.

(150087800) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

Deale International Machines S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 43.108.

—

Les comptes annuels au 30 juin 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 mai 2015.

Pour DEALE International Machines S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2015076747/14.

(150087829) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

Location, Archives et Bureaux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5366 Munsbach, 9, rue Henri Tudor.

R.C.S. Luxembourg B 15.257.

—

Extract of the minutes of the Extraordinary General Meeting of the Shareholders of Lab, Locations, Archives et Bureaux S.à.r.l. held on May 20th, 2015.

The meeting cancels with immediate effect the mandate of CITADEL ADMINISTRATION S.A. 15-17 Avenue Gaston Diderich L-1420 Luxembourg as Auditor of the company.

The meeting appoints BUDLASKA SARL, RCS B 189.884, 1 Avenue de la gare L-1611 Luxembourg as Auditor for a statutory term expiring at the date of the next Annual General Meeting in 2016.

Certified true extract

Traduction en français

Extrait du procès-verbal de la réunion de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires de Lab, Locations, Archives et Bureaux S.à.r.l. qui s'est tenue le 20 mai 2015.

L'assemblée annule avec effet immédiat le mandat du Commissaire aux Comptes CITADEL ADMINISTRATION S.A. 15-17 rue Gaston Diderich L-1420 Luxembourg.

L'assemblée désigne BUDLASKA SARL, RCS B 189.884, 1 avenue de la gare L-1611 Luxembourg aux fonctions de Commissaire aux Comptes pour une période statutaire se terminant à la prochaine assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2016.

Pour extrait conforme

Lab, Locations, Archives et Bureaux S.à.r.l.

Bernard MOREAU

Gérant

Référence de publication: 2015076127/26.

(150087338) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

Made Management, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9638 Pommerloch, 19, route de Bastogne.

R.C.S. Luxembourg B 196.992.

STATUTS

L'AN DEUX MILLE QUINZE, LE TREIZE MAI.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Monsieur Martial DEGROS, dirigeant d'entreprises, né à Bastogne (Belgique), le 30 janvier 1969 et demeurant Rue Fontaine aux Mûres 11, Boîte A, B-6800 Libramont-Chevigny,

ici représenté par Monsieur David MAENHAUT, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg, spécialement mandaté à cet effet par procuration donnée en date du 4 mai 2015.

La prédite procuration, signée "ne varietur" par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes avec lesquelles elle sera soumise à la formalité de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

«Titre I^{er}. Dénomination, Siège, Durée, Objet

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société prend la dénomination de «MADE MANAGEMENT»

Art. 3. Le siège social est établi dans la commune de Winseler.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché en vertu d'une décision prise en assemblée générale des associés aux conditions de présence et de majorité requise pour les modifications aux statuts.

Il peut être transféré à tout autre endroit à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

Art. 4. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 5. La société a pour objet l'acquisition, le développement et la protection de tous droits de propriété intellectuelle, y compris les droits de propriété industrielle (brevets, marques, produits, dessins, modèles, etc.) et de propriété littéraire et artistique;

Elle pourra également exercer dans la concession de licences et la cession desdits droits de propriété intellectuelle;

La société a en outre pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société pourra aussi accomplir toutes prestations de services et de conseils en gestion à des sociétés luxembourgeoises ou étrangères.

En général, la société pourra faire toutes opérations à caractère patrimonial, toutes opérations mobilières, immobilières, commerciales, industrielles ou financières, ainsi que toutes transactions et opérations de nature à promouvoir et à faciliter directement ou indirectement la réalisation de l'objet social ou son extension.

Titre II. Capital social, Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de DOUZE MILLE QUATRE CENTS EUROS (12.400,- EUR) représenté par cent (100) parts sociales sans désignation de valeur nominale, toutes souscrites et libérées intégralement.

Art. 7. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales ainsi qu'à l'article 15 des présents statuts.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle au nombre de parts existantes de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Art. 9. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la société par une seule et même personne.

Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé, les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Si l'agrément à une telle cession n'est pas accordé, les associés restants pourront exercer un droit de préemption dans le délai de trois mois suivant le refus d'agrément, et la valeur de rachat des parts sera calculée conformément aux dispositions des alinéas 6 et 7 de l'article 189 de la loi sur les sociétés commerciales.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, l'incapacité, la faillite ou la déconfiture de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, de l'un d'eux, ne mettent pas fin à la société.

Art. 11. Les créanciers, ayants-droits ou héritiers ne pourront, pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

Titre III. Administration

Art. 12. La société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non. Ils sont susceptibles d'être révoqués ad nutum par l'assemblée générale des associés.

Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 13. Le décès d'un gérant ou sa démission, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la société.

Art. 14. La société est valablement engagée, en toutes circonstances, par la signature du gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux gérants (technique et administratif s'il en est) ou par la signature unique du (des) gérant(s) administratif(s) ou par la (les) autre(s) signature(s) de toute(s) autre(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareil pouvoir de signature aura été délégué par le gérant ou le conseil de gérance.

Titre IV. Assemblée générale

Art. 15. Si le nombre des associés est supérieur à vingt-cinq (25), une assemblée générale des associés doit être tenue, conformément à l'article 196 de la Loi, au siège social de la Société ou à tout autre endroit de la municipalité tel que précisé dans la convocation de l'assemblée, le dernier vendredi du mois de juin à 20 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale a lieu le premier jour ouvrable suivant.

L'associé unique exerce tous pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède un droit de vote en rapport avec le nombre des parts détenues par lui. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts, sauf en cas de changement de nationalité de la Société et pour lequel un vote à l'unanimité des associés est exigé, ne peuvent être adoptées que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

Titre V. Exercice social, Répartition des bénéfices

Art. 16. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 17. Chaque année, au 31 décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérant(s) dresse(nt) un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société. L'associé peut prendre communication au siège social de l'inventaire et du bilan.

Art. 18. Les produits de la société, constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'une réserve légale jusqu'à ce que celle-ci atteigne dix pour cent du capital social. Le solde est à la libre disposition de l'assemblée générale des associés.

Titre VI. Dissolution, Liquidation

Art. 19. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'associé qui fixera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Titre VII. Disposition générale

Art. 20. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, l'associé s'en réfère aux dispositions légales en vigueur.»

Frais

Le comparant a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ EUR 1.200,-.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2015.

Souscription - Libération

Les statuts étant ainsi rédigés, le comparant, représenté comme dit ci-avant, déclare que toutes les cents (100) parts sociales, représentant l'intégralité du capital social de la Société, ont été entièrement souscrites et intégralement libérées moyennant versements en espèces par l'associé unique prénommé, Monsieur Martial Degros, de sorte que la somme de DOUZE MILLE QUATRE CENTS EUROS (12.400,- EUR) se trouve dès maintenant à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Résolutions de l'associée unique

Les statuts étant ainsi rédigés, l'associé unique représentant la totalité du capital, a adopté immédiatement les résolutions suivantes:

Première résolution

Il est décidé de fixer à un le nombre de gérant et de nommer à cette fonction, pour une période indéterminée:

Monsieur Martial DEGROS, dirigeant d'entreprises, né à Bastogne (Belgique), le 30 janvier 1969 et demeurant Rue Fontaine aux Mûres 11, Boîte A, B-6800 Libramont-Chevigny

Deuxième résolution

Il est décidé de fixer le siège social de la société au Route de Bastogne 19, L-9638 Pommerloch.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu du notaire par nom, prénom, état et demeure, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: D. MAENHAUT, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 18 mai 2015. Relation: 1LAC/2015/15256. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 mai 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015077121/134.

(150087729) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

Abercrombie & Kent Group of Companies S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 156.641.

In the year two thousand and fifteen, on the eighth day of the month of May.

Before Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting of the shareholders of "Abercrombie & Kent Group of Companies S.A." (the "Company"), a société anonyme having its registered office at 124, boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg, registered with the Registre de Commerce et des Sociétés of Luxembourg under number B 156.641, incorporated on 3rd November 2010 by deed of Maître Joseph Elvinger, then notary residing in Luxembourg, and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") of 15 December 2010, number 2752.

The articles of association of the Company have been amended for the last time by deed of the undersigned notary, of 30 September 2011 and published in the Memorial of 22 November 2011, number 2851.

The meeting was presided by Maître Namik Ramic, maître en droit, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The chairman appointed as secretary and scrutineer Maître Darya Spivak, maître en droit, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The chairman declared and requested the notary to state that:

(I) The shareholders represented and the number of shares held by them are shown on an attendance list signed by the proxyholder, the chairman, the secretary and scrutineer and the undersigned notary. Said list, together with the proxies of the represented shareholders, will remain attached to these minutes to be filed with the registration authorities.

(II) As it appeared from said attendance list, all of the three hundred and one million four hundred and eighty thousand (301,480,000) registered shares in issue in the Company were represented at the general meeting so that one hundred percent (100 %) of the shares were represented at the meeting and the shareholders declared that they had prior knowledge of the agenda so that the meeting was validly constituted and able to validly decide on all the items of the agenda.

(III) The agenda of the meeting is as follows:

- Extension and increase of the authorised un-issued share capital of the Company so as to provide for an authorised unissued share capital of one billion two hundred million US Dollars (USD1,200,000,000) to be represented by Shares each with a nominal value of one US Dollar cent (USD 0.01), waiver of and agreement to the suppression or restriction of, any pre-emptive right or preferential subscription right, authorisation to the board of directors to proceed to the issue of shares or any securities or rights exchangeable for, convertible into, or giving subscription or like rights to, shares within the authorised (unissued) share capital against contributions in cash, in kind or by way of incorporation of available premium or reserves or otherwise pursuant to the terms and conditions determined by the board of directors or its delegate(s) (including issue price or any terms or circumstances) while waiving, suppressing or limiting any pre-emptive subscription rights as provided for under Luxembourg law (and any related procedure) in the case of issues of shares within the authorised (unissued) share capital; acknowledgement and approval of the report of the board of directors of the Company made in accordance with article 32-3 (5) of the law of 10th August 1915 on commercial companies (as amended) (the “Law”) regarding pre-emptive or subscription rights and the related waivers and authorisations; determination of validity of the authorised (unissued) share capital and related waiver and authorisation to the board of directors for a period starting on the day of the meeting and ending on the 5th anniversary of the day of the publication of the minutes of the meeting in the Mémorial; consequential amendment of article 5.2 to read as follows:

“ 5.2. The authorised un-issued share capital of the Company is set at one billion two hundred million US Dollars (USD1,200,000,000) to be represented by Shares each with a nominal value of one US Dollar cent (USD 0.01).

5.2.1 The authorised un-issued share capital (and any authorisation granted to the Board of Directors in relation thereto) shall be valid until the fifth anniversary of the date of the publication of the deed recording the general meeting held on 8 May 2015 of the Company in the Mémorial.

5.2.2. The Board of Directors, or any delegate(s) duly appointed by the Board of Directors, may from time to time issue Shares within the limits of the authorised un-issued share capital against contributions in cash, contributions in kind or by way of incorporation of available reserves at such times and on such terms and conditions, including the issue price, as the Board of Directors or its delegate(s) may in its or their discretion resolve without reserving any preferential subscription rights provided for by law to existing Shareholders. The Board of Directors may waive, suppress or limit any preferential subscription rights of Shareholders provided for by law to the extent the Board deems such waiver, suppression or limitation advisable for any issue or issues of Shares within the authorised un-issued share capital. Upon an issue of Shares within the authorised Share capital the Board shall have the present Articles amended accordingly.“

After deliberation the meeting unanimously resolved as follows:

Sole resolution

The Meeting resolved to extend and increase the authorised un-issued share capital of the Company so as to provide for an authorised unissued share capital of one billion two hundred million US Dollars (USD1,200,000,000) to be represented by Shares each with a nominal value of one US Dollar cent (USD 0.01).

The Meeting acknowledged the report prepared by the board of directors of the Company dated 6 May 2015 pursuant to article 32-3(5) of the Law on the circumstances and prices of issues of Shares against cash without pre-emptive subscription rights as provided for by Luxembourg law, a copy of which will remain attached to these minutes to be filed with the registration authorities.

The Meeting then resolved to waive and agree to the suppression or restriction of, any pre-emptive right or preferential subscription right and to authorize the Board of Directors to proceed to the issue of shares or any securities or rights exchangeable for, convertible into, or giving subscription or like rights to, shares within the authorised (unissued) share capital against contributions in cash, in kind or by way of incorporation of available premium or reserves or otherwise pursuant to the terms and conditions determined by the Board of Directors or its delegate(s) (including issue price or any terms or circumstances) while waiving, suppressing or limiting any pre-emptive subscription rights as provided for under Luxembourg law (and any related procedure) in the case of issues of shares within the authorised (unissued) share capital. The Meeting determines that the validity of the authorised (unissued) share capital and related waiver and authorisation to the Board of Directors shall be for a period starting on the day of the Meeting and ending on the 5th anniversary of the day of the publication of the minutes of the Meeting in the Mémorial.

The Meeting resolved to consequentially amend article 5.2 as set forth in the agenda.

There being nothing further on the agenda the meeting was closed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that at the request of the chairman these minutes are drafted in English followed by a French translation; at the request of the chairman in case of divergences between the English and French version, the English version shall prevail.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg on the day before mentioned.

After reading these minutes the members of the bureau signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le huit mai.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires d'«Abercrombie & Kent Group of Companies S.A.» (la «Société»), une société anonyme dont le siège social est situé au 124, boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 156.641, constituée le 3 novembre 2010 suivant acte reçu de Maître Joseph Elvinger, notaire alors de résidence à Luxembourg, et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») du 15 décembre 2010, numéro 2752.

Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois le 30 septembre 2011 suivant acte reçu du notaire Maître Joseph Elvinger, précité, publié au Mémorial du 22 novembre 2011, numéro 2851.

L'assemblée était présidée par Maître Namik Ramic, maître en droit, demeurant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le président a nommé comme secrétaire et scrutateur Maître Darya Spivak, maître en droit, demeurant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le président a déclaré et requis le notaire d'acter que:

(I) Les actionnaires représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, figurent sur une liste de présence signée par le mandataire, le président, le secrétaire et scrutateur et le notaire soussigné. Ladite liste, accompagnée des procurations des actionnaires représentés, sera annexée au présent procès-verbal afin d'être soumise aux formalités de l'enregistrement.

(II) Il appert de ladite liste de présence que l'ensemble des trois cent un millions quatre cent quatre-vingt mille (301.480.000) actions nominatives, émises dans la Société était représenté à l'assemblée générale de sorte que cent pour cent (100%) des actions étaient représentés à l'assemblée et les actionnaires ont déclaré avoir eu connaissance de l'ordre du jour au préalable, de sorte que l'assemblée était valablement constituée et en mesure de statuer valablement sur l'ensemble des points portés à l'ordre du jour.

(III) L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

- Extension et augmentation du capital social autorisé mais non émis de la Société afin de prévoir un capital social autorisé mais non émis d'un milliard deux cent millions de dollars des États-Unis (1.200.000.000 USD) représenté par des Actions d'une valeur nominale d'un centime de dollar des États-Unis (0,01 USD) chacune, renonciation à et acceptation de la suppression ou restriction de, tout droit préférentiel ou droit préférentiel de souscription, autorisation donnée au conseil d'administration de procéder à l'émission d'actions ou de tout titre ou droit échangeable contre, convertible en, ou donnant des droits de souscription ou d'autres droits semblables à, des actions dans les limites du capital social autorisé (non-émis) en échange d'apports en numéraire, en nature ou par incorporation de primes ou réserves disponibles ou autrement en vertu des modalités et conditions déterminées par le conseil d'administration ou son/ses délégué(s) (y compris le prix d'émission ou toute modalité ou circonstance) tout en renonçant à, supprimant ou limitant tout droit préférentiel de souscription tel que prévu en droit luxembourgeois (et toute procédure afférente) en cas d'émissions d'actions dans les limites du capital social autorisé (non-émis); acquiescement au et approbation du rapport du conseil d'administration de la Société préparé conformément à l'article 32-3 (5) de la loi (modifiée) du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (la «Loi») sur les droits préférentiels ou de souscription et les renonciations et autorisations y afférentes; détermination de la validité du capital social autorisé (non-émis) et renonciation et autorisation afférentes données au conseil d'administration pour une période commençant le jour de l'assemblée et se terminant le jour du 5e anniversaire de la date de publication du procès-verbal de l'assemblée au Mémorial; modification en conséquence de l'article 5.2 afin qu'il ait la teneur suivante:

« 5.2. Le capital social autorisé mais non émis de la Société est fixé à un milliard deux cent millions de dollars des États-Unis (1.200.000.000 USD) représenté par des Actions ayant chacune une valeur nominale d'un centime de dollar des États-Unis (0,01 USD).

5.2.1. Le capital social autorisé mais non émis (et toute autorisation y afférente conférée au Conseil d'Administration) sera valable jusqu'au cinquième anniversaire de la date de publication au Mémorial de l'acte constatant l'assemblée générale tenue le 8 mai 2015 de la Société.

5.2.2. Le Conseil d'Administration, ou son(ses) délégué(s) dûment nommé(s) par le Conseil d'Administration, peut de temps à autre émettre des Actions dans les limites du capital social autorisé mais non émis en contrepartie d'apports en numéraire, d'apports en nature ou par voie d'incorporation de réserves disponibles aux dates et selon les termes et conditions, y compris le prix d'émission, que le Conseil d'Administration ou son(ses) délégué(s) déterminera(ont) à sa(leur) discrétion, sans réserver de droits de souscription préférentiels tels que prévus par la loi aux Actionnaires existants. Le

Conseil d'Administration peut renoncer, supprimer ou limiter tous droits de souscription préférentiels des Actionnaires prévus par la loi dans la mesure où le Conseil estime que cette renonciation, suppression ou limitation est appropriée pour toute émission ou des émissions d'Actions dans les limites du capital social autorisé mais non émis. Lors d'une émission d'Actions dans les limites du capital social autorisé, le Conseil devra procéder à la modification des présents Statuts en conséquence.»

Après délibération, l'assemblée a décidé à l'unanimité ce qui suit:

Résolution unique

L'Assemblée a décidé d'étendre et d'augmenter le capital social autorisé mais non émis de la Société afin de prévoir un capital social autorisé mais non émis d'un milliard deux cent millions de dollars des États-Unis (1.200.000.000 USD) représenté par des Actions d'une valeur nominale d'un centime de dollar des États-Unis (0,01 USD) chacune.

L'Assemblée a acquiescé au rapport préparé par le conseil d'administration de la Société en date du 6 mai 2015 conformément à l'article 32-3 (5) de la Loi sur les circonstances et les prix d'émissions d'Actions en échange d'espèces sans droits préférentiels de souscription tels que prévus en droit luxembourgeois, dont une copie restera annexée au présent procès-verbal afin d'être soumise aux formalités de l'enregistrement.

L'Assemblée a ensuite décidé de renoncer à et d'accepter la suppression ou restriction de, tout droit préférentiel ou droit préférentiel de souscription, et d'autoriser le conseil d'administration à procéder à l'émission d'actions ou de tout titre ou droit échangeable contre, convertible en, ou donnant des droits de souscription ou d'autres droits semblables à, des actions dans les limites du capital social autorisé (non-émis) en échange d'apports en numéraire, en nature ou par voie d'incorporation de primes ou réserves disponibles ou autrement en vertu des modalités et conditions déterminées par le conseil d'administration ou son/ses délégué(s) (y compris le prix d'émission ou toute modalité ou circonstance) tout en renonçant à, supprimant ou limitant tout droit préférentiel de souscription tel que prévu en droit luxembourgeois (et toute procédure afférente) en cas d'émissions d'actions dans les limites du capital social autorisé (non-émis). L'Assemblée détermine que la validité du capital social autorisé (non-émis) et la renonciation et l'autorisation afférentes données au conseil d'administration sera pour une période commençant le jour de l'Assemblée et se terminant le jour du 5e anniversaire de la date de publication du procès-verbal de l'Assemblée au Mémorial.

L'Assemblée a décidé de modifier en conséquence l'article 5.2 tel qu'énoncé dans l'ordre du jour.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, l'assemblée a été clôturée.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par les présentes qu'à la demande du président, le présent procès-verbal est rédigé en anglais suivi d'une traduction en langue française; à la demande du président, en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture du présent procès-verbal, les membres du bureau et le notaire ont signé le présent acte.

Signé: N. RAMIC, D. SPIVAK et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 13 mai 2015. Relation: ILAC/2015/14962. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 22 mai 2015.

Référence de publication: 2015075757/174.

(150087432) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

Walgreen Asia Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 190.159.

Rectificatif du dépôt L150028294 fait le 12 février 2015

In the year two thousand and fourteen, on the thirtieth of December,
before Maître Marc Loesch, notary residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the sole shareholder of Walgreen Asia Services S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) having its registered office at 46A, Avenue J.-F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, having a share capital of EUR 12,500 and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 190159 (the Company). The Company was incorporated on 22 August 2014 pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C. n° 3123 dated 27 October 2014.

There appeared:

Walgreen Investments Luxembourg SCS a société en commandite simple registered in Luxembourg under number B170149, having its registered seat at 2, rue Joseph Hackin in L-1746 Luxembourg, acting through its general partner WBA Investments LLC (the Sole Shareholder),

hereby represented by Mr Adrien Pastorelli, Attorney-at-law, residing professionally in Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal given on 23 December 2014,

The proxy from the Sole Shareholder after having been signed ne varietur by the proxyholder acting on behalf of the Sole Shareholder and the undersigned notary shall remain attached to the present deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The Sole Shareholder, represented as stated above, requests the undersigned notary to record the following:

I. that the Sole Shareholder represents all of the issued and subscribed share capital of the Company which is set at EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euro) represented by 12,500 (twelve thousand five hundred) shares having a nominal value of EUR 1 (one Euro) each.

II. that the agenda of the Meeting is worded as follows:

(1) Waiver of the convening notice;

(2) Conversion of the currency of the share capital of the Company from Euro (EUR) to United States Dollars (USD) with effect as of the incorporation of the Company;

(3) Subsequent amendment of article 5 of the Articles in order to reflect the change of share capital currency specified under item 2. above;

(4) Amendment of the share register of the Company in order to reflect the above-mentioned changes with power and authority given to any manager of the Company or any lawyer or employee of Allen & Overy, société en commandite simple to proceed in the name and on behalf of the Company to any formalities in connection therewith;

(5) Miscellaneous.

III. that after due deliberation, the Meeting unanimously passed the following resolutions:

First resolution

The entirety of the share capital of the Company being represented at the present Meeting, the Meeting waives the convening notice, the Sole Shareholder represented at the Meeting considering itself as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda which has been communicated to it in advance.

Second resolution

The Meeting resolves to convert the currency of the share capital of the Company from its current denomination in Euro (EUR) to a new denomination in United States Dollars (USD), and as a consequence, to convert the share capital of the Company of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euro) to USD 15,222.13 (fifteen thousand two hundred twenty-two United States Dollars and thirteen cents) (according to the foreign exchange rate applicable as at 29 December 2014 pursuant to which Euro 1 was equal to USD 1,21777 as determined using the FX platform <http://www.oanda.com>) with effect as of the incorporation of the Company.

The Meeting acknowledges that, as a consequence of such currency conversion, the share capital of the Company is now set at USD 15,222.13 (fifteen thousand two hundred twenty-two United States Dollars and thirteen cents), represented by 15,222 (fifteen thousand two hundred twenty-two) shares without a nominal value per share.

Third resolution

The Meeting resolves to amend article 5 of the Articles in order to reflect the above redenomination of the share capital of the Company so that it shall henceforth read as follows:

" **Art. 5. Share capital.** The Company's subscribed share capital is fixed at USD 15,222.13 (fifteen thousand two hundred twenty-two United States Dollars and thirteen cents), represented by 15,222 (fifteen thousand two hundred twenty-two) Shares without a nominal value per share".

Fourth resolution

The Meeting resolves to amend the share register of the Company in order to reflect the above changes and hereby empowers and authorizes any manager of the Company or any lawyer or employee of Allen & Overy, société en commandite simple to, each acting individually, under their sole signature, proceed in the name and on behalf of the Company, to the registration in the share register of the Company (including for the avoidance of any doubt the signature of said register) of the changes mentioned under the resolutions above, and to see to any formalities in connection therewith, if any.

Estimate of costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations and expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of this notarial deed, is approximately one thousand two hundred (EUR 1,200).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; at the request of the same appearing party, it is stated that, in case of any discrepancy between the English and the French texts, the English version shall prevail.

Whereof the present notarial deed is drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le trente décembre,

par devant Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) de l'associé unique de Walgreen Asia Services S.à.r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 46A, Avenue J. F. Kennedy, L- 1855 Luxembourg, ayant un capital social de 12.500 euros et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 190159 (la Société). La Société a été constituée le 22 August 2014 par devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand- Duché de Luxembourg, publié dans le Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C. n° 3123 du 27 octobre 2014.

A comparu,

Walgreen Investments Luxembourg SCS une société en commandite simple enregistrée au Grand-Duché du Luxembourg sous le numéro B170149, ayant son siège social au 2, rue Joseph Hackin in L-1746 Luxembourg, agissant par son gérant commandité WBA Investments LLC (l'Associé Unique),

ici représenté par Monsieur Adrien Pastorelli, avocat à la Cour, résident professionnellement à Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée en date du 23 décembre 2014;

La procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte aux fins d'enregistrement auprès des autorités compétentes.

L'Associé Unique, représenté tel que mentionné ci-dessus, demande au notaire instrumentaire de prendre acte de ce qui suit:

I. que l'Associé Unique représente la totalité du capital social émis et souscrit de la Société qui est fixé à 12.500 euros (douze mille cinq cents euros) représenté par 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales ayant chacune une valeur nominale de 1 euro (un euro).

II. que l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

1. Renonciation aux formalités de convocation;

2. Conversion de la dénomination actuelle du capital social libellé en euro (EUR) en dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD) avec effet à la date de constitution de la Société;

3. Modification de l'article 5 des statuts afin d'y refléter la conversion de la dénomination du capital social de la Société décidée au point 2. ci-dessus;

4. Modification du registre des parts sociales de la Société afin d'y refléter les changements ci-dessus avec pouvoir et autorité conféré à tout gérant de la Société ou à tout avocat ou employé d'Allen & Overy, société en commandite simple afin de procéder au nom et pour le compte de la Société à toute formalité y afférente;

5. Divers.

III. Qu'après délibération, l'Assemblée a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'intégralité du capital social de la Société étant représentée à la présente Assemblée, l'Assemblée décide de renoncer aux formalités de convocation, l'associé unique représenté s'estimant dûment convoqué et déclarant avoir pris connaissance de l'ordre du jour qui lui a été communiqué par avance.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de convertir la devise du capital social de la Société actuellement en euro (EUR) en Dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD) avec, comme conséquence, la conversion du capital social de la Société d'un montant de 12.500 euros (douze mille cinq cents euros) à un montant de 15.222,13 USD (quinze mille deux cent vingt-deux Dollars des Etats-Unis et treize cents) (conformément au taux de change applicable au 29 décembre 2014 selon lequel 1 euro équivalait à 1,21777 USD tel que déterminé par référence à la plateforme de conversion de devises <http://www.oanda.com>) avec effet à la date de la constitution de la Société.

L'Assemblée prend acte qu'en conséquence de la conversion de monnaie ci-dessus, le capital social de la Société est maintenant fixé à 15,222.13 USD (quinze mille deux cent vingt-deux Dollars des Etats-Unis et treize cents) représenté par 15,222 (quinze mille deux cent vingt-deux) parts sociales sans valeur nominale.

Troisième résolution

L'Assemblée décide de modifier l'article 5 des Statuts de façon à y refléter l'augmentation de capital social de la Société ci-dessus de sorte qu'il est désormais rédigé comme suit:

“ **Art. 5. Capital social.** Le montant des parts sociales de la Société souscrites est fixé à 15.222,13 USD (quinze mille deux cent vingt-deux Dollars des Etats-Unis et treize cents), représenté par 15,222 (quinze mille deux cent vingt-deux) parts sociales sans valeur nominale.”.

Quatrième résolution

L'Assemblée décide de modifier le registre de parts sociales de la Société afin d'y refléter les changements ci-dessous, et confère pouvoir et autorisation à tout gérant de la Société et à tout avocat ou employé de Allen & Overy, société en commandite simple, chacun agissant individuellement, sous sa propre signature, afin de procéder pour le compte de la Société à l'inscription dans le registre de parts sociales de la Société des modifications mentionnées dans les résolutions précédentes et afin d'effectuer toute formalité y afférente si nécessaire (incluant pour lever tout doute la signature dudit registre).

Estimation des frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société en conséquence de la présente augmentation de capital sont estimés approximativement à mille deux cents euros (EUR 1.200).

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte a été établi en anglais, suivi d'une version française. A la requête de cette même partie comparante, et en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes, à Luxembourg.

Et après lecture faite au mandataire de la partie comparante qui est connue du notaire instrumentaire par son nom, prénom et état civil, ledit mandataire a signé ensemble avec le notaire l'original du présent acte.

Signé: A. Pastorelli, M. Loesch.

Enregistré à Grevenmacher A.C., le 8 janvier 2015. GAC/2015/266. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 12 février 2015.

Référence de publication: 2015075695/153.

(150085572) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2015.

Inversiones Eneida S.à r.l., SPF, Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 193.399.

In the year two thousand and fifteen, on the eighth of May.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary resident in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

INVERSIONES ODISEA, a company incorporated and existing the law of Chile, having its registered office at Avenida Apoquindo 3000, Oficina 1701, Las Condes, Santiago, Chile, (the Sole Shareholder),

acting in its capacity of Sole Shareholder of Inversiones Eneida S.à r.l., SPF, a Luxembourg “Société à Responsabilité Limitée - Société de gestion de patrimoine familial” existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B193.399 (the Company), incorporated pursuant to a deed of Maître Danielle Kolbach, notary residing in Redange-sur-Attert, on December 17th, 2015, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the Mémorial) on February 7th, 2015, number 334. The Articles of the Company have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary on December 31st, 2014, published in the Mémorial on February 27th, 2015, number 946.

The Sole Shareholder is here represented at the meeting by Mr. Liridon ELSHANI, notary clerk, with professional address at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, by virtue of proxy given under private seal given in Chile on April 22nd, 2015 which, initialled “ne varietur” by the proxyholder and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The Sole Shareholder, represented as set out above, has requested the undersigned notary to record the following:

- I. That the Sole Shareholder holds all the shares in the share capital of the Company;
- II. That the agenda of the Meeting is as follows:

1. Waiver of convening formalities;
2. Creation of two classes of managers (class A and class B manager);
3. Subsequent amendment of the of the article 7.1, article 9.5 and article 10 of the Articles;
4. As a consequence of the above amendments of the Articles, redesignation of the current managers of the Company as follow:

- Mr. Fabio MASTROSIMONE, as class B Manager;
 - Mr. Marco LAGONA, as class B Manager;
5. Appointment of two new class A managers as follow:
 - Mr. Javier Nicolas CAVAGNARO INFANTE, as class A manager,
 - Mr. Nicolas NOGUERA CORREA, as class A manager,
 6. Miscellaneous.

III. That the Sole Shareholder takes the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder declares that it has full knowledge of the items on the agenda and waive the requirement for convening formalities.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to create two classes of managers, i.e. class A managers and class B managers with effect as from the date of the present deed.

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to amend the article 7.1. of the Articles, which shall henceforth read as follow:

“ **7.1.** Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which sets the term of their office.

If several managers are appointed, they shall constitute a board of managers (the “Board”). The shareholders may decide to appoint managers of two different classes, i.e. one (1) or several class A managers and one (1) or several class B managers.”

Forth resolution

The sole Shareholder resolves to amend article 9.5. of the Articles, which shall henceforth read as follow:

“ **9.5.** The Board may only validly deliberate and act if a majority of its members are present or represented. Board resolutions shall be validly adopted by a majority of the votes of the managers present or represented, provided that if the sole shareholder or the shareholders have appointed one or several class A managers and one or several class B managers at one (1) A managers and one (1) class B managers shall be present or represented and at least one (1) class A manager and one (1) class B manager votes in favour of the resolution. In case of ballot, the chairman of the Board has a casting vote. Board resolutions shall be recorded in minutes signed by the chairman of the Board or by all the managers present or represented.”

Fifth resolution

The Sole Shareholder resolves to amend the article 10 of the Articles, which shall henceforth read as follow:

“ **Art. 10. Representation.** The Company shall be bound towards third parties in all matters by (i) the sole signature of the sole manager or, in case of plurality of managers, by (ii) the individual signature of any manager of the Company or, as the case may be, by the joint or single signature(s) of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.2. of these Articles.

If the Company is managed by a class A manager and a class B manager, the Company shall be bound towards third parties in all matters by (iii) the joint signature of one (1) class A manager and one (1) class B manager”.

Sixth resolution

The Sole Shareholder resolves to redesignate the current managers of the Company as follow:

- Mr. Fabio MASTROSIMONE, as class B Manager;
 - Mr. Marco LAGONA, as class B Manager,
- with effect as from the date of the present deed.

The Sole Shareholder resolves to appoint two new class A managers of the Company as follow:

- Mr. Javier Nicolas CAVAGNARO INFANTE, as class A manager,
 - Mr. Nicolas NOGUERA CORREA, as class A manager,
- with effect as from the date of the present deed.

The term of their office is fixed of an unlimited period of time.

Estimate of costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with this notarial deed are estimated at approximately one thousand two hundred euro (EUR 1,200).

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that at the request of the Sole Shareholder, this deed is drawn up in English, followed by a French version, and that in the case of discrepancies, the English text prevails.

Whereof, this notarial deed is drawn up in Luxembourg, on the date stated above.

After reading this deed aloud, the notary signs it with the Shareholders' authorised representative.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le huit mai.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A Comparu:

INVERSIONES ODISEA, une société à responsabilité limitée, ayant son siège social à Avenida Apoquindo 3000, Oficina 1701, Las Condes, Santiago, Chile (l'Associé Unique),

agissant en sa qualité d'associé unique de Inversiones Eneida S.à r.l., SPF., Société à Responsabilité Limitée - Société de gestion de patrimoine familial de droit luxembourgeois ayant son siège social au 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg immatriculée au registre de Commerce de et à Luxembourg sous le numéro B 193.399 (la Société), constituée par un acte notarié du 17 décembre de Maître Danielle Kolbach, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le Mémorial), en date du 7 février 2015, numéro 334. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant un acte reçu par le notaire instrumentant en date du 31 décembre 2015, publié au Mémorial en date du 27 février 2015, numéro 546.

L'Associé Unique est représenté à l'assemblée par M. Liridon ELSHANI, clerk de notaire, avec adresse professionnelle au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé en Chili le 22 avril 2015, qui, paraphée «ne varietur» par la partie comparante et par le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée en même temps à l'administration de l'enregistrement.

L'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. Que l'Associé Unique détient toutes les parts sociales dans le capital social de la Société;

II. Que l'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1. Renonciation aux formalités de convocation;

2. Création de deux classes de gérants (gérant de classe A et B);

3. Modification subséquente de l'article 7.1., article 9.5. et article 10 des Statuts;

4. Suite aux modifications des Statuts ci-dessus, nouvelle désignation des gérants actuels de la Société comme suit:

- Monsieur Fabio MASTROSIMONE, comme gérant de classe B;

- Monsieur Marco LAGONA, comme gérant de classe B.

5. Nomination de deux nouveaux gérants de classe A de la Société, comme suit:

- Monsieur Javier Nicolas CAVAGNARO INFANTE, comme gérant de classe A;

- Mr Nicolas NOGUERA CORREA, comme gérant de classe A;

6. Divers.

III. Que l'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique déclare avoir pris connaissance de l'ordre du jour et renoncent aux formalités de convocation.

Deuxième résolution

Les Associés décident de créer deux catégories différents de gérants, i.e. gérants de classe A et gérants de classe B, avec effet à compter de la date du présent acte.

Troisième résolution

L'Associé Unique décide de modifier l'article 7.1. des Statuts qui aura désormais la teneur suivante:

« 7.1. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, lequel/laquelle fixera la durée de leur mandat.

Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance (le «Conseil»). Les associés peuvent décider de nommer des gérants de différentes classes, à savoir une (1) ou plusieurs gérants de classe A et un (1) ou plusieurs gérants de classe B.»

Quatrième résolution

L'Associé Unique décide de modifier l'article 9.5. des Statuts qui aura désormais la teneur suivante:

« **9.5.** Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés, à la condition que, dans l'éventualité où l'associé unique ou les associés a/ont nommé un ou plusieurs gérants de classe A et un ou plusieurs gérants de classe B, au moins un (1) gérant de classe A et un (1) gérant de classe B doivent être présents ou représentés et au moins un (1) gérant de classe A et un (1) gérant de classe B vote en faveur de la décision. En cas de ballottage, le président du Conseil aura un vote prépondérant. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président du Conseil ou par tous les gérants présents ou représentés.»

Cinquième résolution

L'Associé Unique décide de modifier l'article 10 des Statuts qui aura désormais la teneur suivante:

« **10. Représentation.** La Société sera engagée, en toutes circonstances, vis-à-vis des tiers par (i) la seule signature du gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, par (ii) la signature individuelle de deux gérants de la Société, ou, le cas échéant, par la/les signature(s) individuelle ou conjointe de toutes personnes à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément à l'article 8.2. des Statuts.

Si la Société est gérée par un ou plusieurs gérants de class A et par un ou plusieurs gérants de class B, la Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par (iii) les signatures conjointes d'un (1) gérant de classe A et d'un (1) gérant de classe B.»

Sixième résolution

L'Associé Unique décide de renommer les gérants actuels de la Société, comme suit:

- Monsieur Fabio MASTROSIMONE, comme gérant de classe B;
- Monsieur Marco LAGONA, comme gérant de classe B, avec effet à compter de la date du présent acte.

L'Associé Unique décide de nommer deux nouveaux gérants de classe A de la Société, comme suit:

- Monsieur Javier Nicolas CAVAGNARO INFANTE, comme gérant de classe A,
- Monsieur Nicolas NOGUERA CORREA, comme gérant de classe A, avec effet à compter de la date du présent acte.

La durée de leur mandat est fixée pour une période indéterminé.

Estimation des frais

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société en raison du présent acte s'élèvent approximativement à mille deux cents euros (EUR 1.200,-).

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande des Associés, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française et que, en cas de divergences, la version anglaise fait foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Après avoir lu le présent acte à voix haute, le notaire le signe avec le mandataire des Associés.

Signé: L. Elshani et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 18 mai 2015. Relation: 2LAC/2015/10742. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 22 mai 2015.

Référence de publication: 2015076095/171.

(150087148) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

D Fashion S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1820 Luxembourg, 10, rue Antoine Jans.

R.C.S. Luxembourg B 197.008.

STATUTS

L'AN DEUX MILLE QUINZE, LE ONZE MAI.

Par devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

1) L Capital RMW (Singapore) Pte. Ltd., une société de droit singapourien, ayant son siège social au 1 Kim Seng Promenade, #18-07/12, Great World City, Singapore (237994);

ici représentée par Madame Valérie RAVIZZA, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

La prédite procuration, signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes avec lesquelles elle sera soumise à la formalité de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant, d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme, que la partie pré-mentionnée a l'intention de constituer en tant qu'actionnaire ou avec toute autre personne qui deviendrait actionnaire de la société à l'avenir.

Dénomination - Siège - Durée - Objet

Art. 1^{er}. Il est constitué par les présentes une société luxembourgeoise, sous forme de société anonyme.

Elle existera sous la dénomination de «D Fashion S.A.».

Art. 2. Le siège social de la société est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg. La société peut établir des succursales, filiales ou bureaux au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger par décision du conseil d'administration.

Au cas où le conseil d'administration estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale de la société à son siège social ou la communication de ce siège à l'étranger, se présentent ou paraissent imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances anormales. De telles mesures n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la société laquelle demeurera, nonobstant ce transfert provisoire, une société luxembourgeoise.

Art. 3. La société a pour objet la participation, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises luxembourgeoises et étrangères, l'acquisition de tous titres et droits, par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière et entre autres l'acquisition de brevets et licences, leur gestion et leur mise en valeur sous toutes formes d'assistance financière, administrative, commerciale et de conseil, ainsi que toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à son objet, en empruntant notamment avec ou sans garantie et en toutes monnaies, par la voie d'émissions d'obligations qui pourront également être convertibles et / ou subordonnées et de bons et en accordant des prêts ou garanties à des sociétés dans lesquelles elle aura pris des intérêts, sans que ceux-ci soient substantiels ou à toutes sociétés, qui seraient actionnaires, directs ou indirects de la société, ou encore à toutes sociétés appartenant au même groupe que la société.

Pour les besoins de cet article, une société sera considérée comme appartenant au même groupe que la société si cette autre société, directement ou indirectement, détient, est détenue par, détient le contrôle de, est contrôlée par ou est sous le contrôle commun avec, ou est contrôlée par un actionnaire de la société. Une société sera considérée comme contrôlant une autre société si elle détient, directement ou indirectement, tout ou une partie substantielle de l'ensemble du capital social de la société ou dispose du pouvoir de diriger ou d'orienter la gestion et les politiques de l'autre société, que ce soit aux moyens de la détention de titres conférant un droit de vote, par contrat ou autrement.

En outre, la société peut effectuer toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

Art. 4. La société est constituée pour une durée illimitée.

Elle peut être dissoute par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires statuant comme en matière de modification de statuts.

Art. 5. Le capital souscrit est fixé à EUR 21.486.000 (vingt-et-un million quatre cent quatre-vingt-six mille euro) représenté par 21.486.000 (vingt-et-un million quatre cent quatre-vingt-six mille) actions d'une valeur nominale de EUR 1,- (un euro) chacune.

Les actions peuvent être émises sous forme nominative uniquement.

Un registre d'actionnaires sera tenu au siège social de la Société et tout actionnaire pourra en prendre connaissance. Ce registre contiendra la désignation précise de chaque actionnaire et l'indication du nombre de ses actions ainsi que l'indication

des paiements effectués sur ces actions ainsi que les transferts des actions avec leur date. Chaque actionnaire notifiera son adresse et tout changement de celle-ci à la Société par lettre recommandée. La Société sera en droit de se fier pour toutes fins à la dernière adresse communiquée. La propriété des actions résultera de l'inscription dans le registre des actionnaires.

Toute cession d'actions sera inscrite dans le registre des actionnaires par une déclaration de cession enregistrée dans le registre des actionnaires datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leur(s) fondé(s) de pouvoir ainsi que suivant les règles sur le transport des créances établies par l'article 1690 du Code civil luxembourgeois. De plus, la Société peut accepter et inscrire dans le registre d'actionnaires toute cession mentionnée dans toute correspondance ou autre document établissant l'accord du cessionnaire et du cédant.

Le capital autorisé est fixé à EUR 25.000.000 (vingt-cinq millions d'euros) qui sera représenté par 25.000.000 (vingt-cinq millions) actions d'une valeur nominale de EUR 1 (un euro) chacune.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

En outre, le conseil d'administration est, pendant une période de cinq ans à partir de la publication des présents statuts au Mémorial C, autorisé à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé. Ces augmentations de capital peuvent être souscrites et émises sous forme d'actions avec ou sans prime d'émission ainsi qu'il sera déterminé par le conseil d'administration, sans ni limitation, ni suppression de droit de préférence des actionnaires antérieurs. Les actions ainsi émises peuvent être libérées en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la société, ou même par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission, ou par conversion d'obligations comme dit ci-après.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir, ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital. Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

De même, le conseil d'administration est autorisé à émettre des emprunts obligataires convertibles ou non sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations convertibles ne pourra se faire que dans le cadre du capital autorisé.

Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

Art. 6. La société ne reconnaît qu'un titulaire par titre. Si le titre appartient à plusieurs personnes ou s'il est grevé d'un usufruit ou d'un gage, la société a la faculté de suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée comme étant, à son égard, titulaire de ces droits.

Art. 7. La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non. La société est engagée en toute hypothèse par la signature conjointe de deux administrateurs et, en ce qui concerne la gestion journalière, par le préposé à la gestion journalière, le tout sans préjudice de délégations spéciales.

Les opérations de la société sont surveillées par un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non.

Les administrateurs et commissaires sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre et la durée de leur mandat et peut les révoquer en tout temps. Ils sont rééligibles. Au cas où aucune durée n'est fixée lors de la nomination de ces organes, ces organes sont nommés pour une durée d'un an.

Les mandats ne peuvent, sauf réélection, excéder une durée de six années. Ils prennent fin immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de l'année de leur expiration.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur nommé par l'assemblée, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas, l'assemblée générale procède à l'élection définitive lors de sa première réunion.

Art. 8. Le conseil d'administration doit élire un président parmi ses membres. Il peut élire un ou plusieurs vice-présidents. En cas d'empêchement du président ou d'un vice-président, l'administrateur désigné à cet effet par les administrateurs présents le remplace.

Art. 9. Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président du conseil ou d'un vice-président ou de deux administrateurs. La convocation doit être adressée aux administrateurs au moins vingt-quatre (24) heures avant l'heure de la réunion, sauf en cas d'urgence.

Les réunions ont lieu à l'endroit, au jour et à l'heure désignés dans les avis de convocation.

Le conseil d'administration peut se réunir et statuer valablement, même sans convocation préalable, chaque fois que tous les administrateurs sont présents ou représentés et consentent à délibérer sur les objets portés à l'ordre du jour.

Le conseil d'administration ne peut délibérer valablement que si cinquante pour cent au moins de ses membres participent à la délibération en votant personnellement ou par mandataire. La délibération peut également intervenir par le biais du téléphone ou de la vidéoconférence. Le mandat ne peut être donné qu'à un autre administrateur. Un administrateur peut

représenter plusieurs de ses collègues. Les décisions du conseil d'administration seront valablement adoptées par la majorité des votes des membres présents en personne ou par mandataire.

Dans le cas où le vote serait exprimé par écrit au moyen de télégrammes, télex ou télécopie, les résolutions doivent recueillir l'unanimité des administrateurs.

Une décision écrite signée par tous les administrateurs est aussi régulière et valable comme si elle avait été adoptée lors d'une réunion du conseil d'administration dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être documentée par un ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu, signés chacun par un ou plusieurs administrateurs.

Art. 10. Les délibérations du conseil sont constatées par des procès-verbaux signés par deux administrateurs.

Art. 11. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous actes de disposition et d'administration dans l'intérêt de la société, à l'exception de toutes opérations qui sont du ressort exclusif de l'assemblée générale des actionnaires.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi du 10 août 1915, telle que modifiée, ou par les statuts de la société à l'assemblée générale, seront de la compétence du conseil d'administration.

Il peut notamment et sans que la désignation qui va suivre soit limitative, faire et conclure tous contrats et actes nécessaires à l'exécution de toutes entreprises ou opérations qui intéressent la société, donner mainlevée, décider de tous apports, en donner valable quittance, faire et autoriser tous retraits, emprunter même au moyen d'émissions d'obligations.

Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances, en cas d'administrateur unique, par la signature individuelle de l'administrateur unique, ou en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature conjointe de deux administrateurs ou par la signature individuelle d'un délégué du conseil dans les limites de ses pouvoirs. La signature d'un seul administrateur sera toutefois suffisante pour représenter valablement la société dans ses rapports avec les administrations publiques.

Art. 12. Le conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs, en ce qui concerne la gestion journalière, à une ou plusieurs personnes, actionnaires ou non, dont il fixe les conditions d'exercice des pouvoirs par des signataires accrédités par lui, ainsi que les rémunérations spéciales attachées à ces délégations.

Le conseil peut également conférer tous pouvoirs spéciaux à un ou plusieurs mandataires de son choix, administrateurs ou non.

Art. 13. Les assemblées générales des actionnaires doivent être convoquées par le conseil d'administration au moyen d'une convocation incluant l'ordre du jour et envoyée par lettre recommandée au moins huit (8) jours avant la tenue de l'assemblée à chaque actionnaire à l'adresse indiquée dans le registre des actionnaires. En cas d'urgence, l'assemblée générale peut se tenir sans convocation, à la condition que tous les actionnaires soient présents ou représentés et qu'ils déclarent se considérer comme dûment convoqués et avoir eu connaissance de l'ordre du jour.

Les assemblées générales des actionnaires autres que l'assemblée générale ordinaire se tiennent soit au siège social, soit en tout autre lieu indiqué dans la convocation faite par le conseil d'administration.

Un Actionnaire peut se faire représenter à toute assemblée générale en octroyant un pouvoir écrit à une autre personne, qui n'a pas besoin d'être Actionnaire.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes conditions pour participer aux assemblées générales le cas échéant, selon les lois applicables.

L'assemblée désigne le président de l'assemblée qui peut être le président du conseil d'administration, un administrateur ou une personne choisie par l'assemblée. Le président de l'assemblée préside le bureau et désigne un secrétaire, actionnaire ou non, chargé de la rédaction de procès-verbal de l'assemblée.

L'assemblée désigne un scrutateur qui peut être actionnaire ou non.

Les assemblées générales ordinaires annuelles et les assemblées générales ordinaires convoquées extraordinairement prennent leurs décisions à la majorité simple des membres présents ou représentés.

Art. 14. L'assemblée générale a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Art. 15. L'excédent favorable du bilan, déduction faite des frais généraux et d'exploitation, des charges sociales et des amortissements nécessaires, constitue le bénéfice de la société.

Sur le bénéfice net ainsi déterminé, il est prélevé cinq pour cent pour être affecté à la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve aura atteint le dixième du capital.

L'affectation à donner au solde du bénéfice sera déterminée annuellement sur proposition du conseil d'administration par l'assemblée générale ordinaire.

Cette affectation peut comporter la distribution de dividendes, la création ou l'alimentation de fonds de réserve, de provision, le report à nouveau, ainsi que l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.

Les dividendes éventuellement attribués sont payés aux endroits et aux époques déterminés par le conseil d'administration. L'assemblée générale peut autoriser le conseil d'administration à payer les dividendes en toute autre monnaie que celle dans laquelle le bilan est dressé et à déterminer souverainement le taux de conversion du dividende dans la monnaie du paiement effectif.

Le conseil d'administration peut procéder à des versements d'acomptes sur dividendes aux conditions et suivant les modalités fixées par la loi.

Art. 16. L'assemblée générale entend les rapports des administrateurs et des commissaires ou réviseurs et discute les comptes annuels.

Après l'adoption des comptes annuels, l'assemblée générale se prononce par un vote spécial sur la décharge des administrateurs et des commissaires. Cette décharge n'est valable que si le bilan ne contient ni omission, ni indication fautive dissimulant la situation réelle de la société, et, quant aux actes faits en dehors des statuts, que s'ils ont été spécialement indiqués dans la convocation.

Art. 17. L'assemblée générale extraordinaire peut modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Des convocations sont faites dans les formes prescrites pour les assemblées générales ordinaires.

Les assemblées générales extraordinaires sont régulièrement constituées et ne délibèrent valablement qu'autant qu'elles soient composées d'un nombre d'actionnaires ou de mandataires spéciaux d'actionnaires représentant 50% au moins du capital social et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées et le cas échéant, le texte de celles qui touchent à l'objet ou à la forme de la société.

Si la première de ces conditions n'est pas remplie, une nouvelle assemblée peut être convoquée par le conseil d'administration, dans les mêmes formes statutaires; cette convocation reproduit l'ordre du jour en indiquant la date et le résultat de la précédente assemblée.

La seconde assemblée délibère valablement, quel que soit le quorum de présence.

Dans les deux assemblées, les résolutions, pour être valables, devront réunir les deux tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.

Cependant, la nationalité de la Société ne peut être changée et l'augmentation ou la réduction des engagements des actionnaires ne peuvent être décidées qu'avec l'accord unanime des actionnaires et sous réserve du respect de toute autre disposition légale.

Art. 18. Les assemblées générales, tant ordinaires qu'extraordinaires peuvent se réunir et statuer valablement, même sans convocation préalable, chaque fois que tous les actionnaires sont présents ou représentés et consentent à délibérer sur les objets portés à l'ordre du jour.

Art. 19. A tout moment, l'assemblée générale extraordinaire peut, sur la proposition du conseil d'administration, prononcer la dissolution de la société. En cas de dissolution de la société, l'assemblée générale extraordinaire règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs ayant pour mission de réaliser tout l'actif mobilier et immobilier de la société et d'éteindre le passif.

Sur l'actif net provenant de la liquidation après extinction du passif, il sera prélevé une somme nécessaire pour rembourser le montant libéré et non amorti des actions; quant au solde, il sera réparti au prorata entre toutes les actions.

Art. 20. L'année sociale commence le premier jour du mois de janvier et finit le dernier jour du mois de décembre de chaque année.

Art. 21. L'assemblée générale se réunira de plein droit dans la commune du siège social, le 3^{ème} mercredi du mois de juin de chaque année à 14.30 heures. Si ce jour est férié, l'assemblée aura lieu le premier jour ouvrable bancaire suivant, à la même heure.

Art. 22. Pour tous les points non réglés aux présents statuts, les parties se soumettent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et aux lois modificatives.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la société et se termine le 31 décembre 2015.

La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2016.

Les premiers administrateurs et le premier réviseur sont élus par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires suivant immédiatement la constitution de la société.

Souscription - Libération

Les statuts de la société ayant été ainsi arrêtés, la comparante, représentée comme mentionné ci-avant, déclare souscrire les vingt-et-un million quatre cent quatre-vingt-six mille (21.486.000) actions comme suit:

- L Capital RMW (Singapore) Pte. Ltd., précitée: vingt-et-un million quatre cent quatre-vingt-six mille (21.486.000) actions.

Toutes les actions ont été intégralement libérées en espèces, de sorte que la somme de VINGT-ET-UN MILLION QUATRE CENT QUATRE-VINGT-SIX MILLE EUROS (21.486.000,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire soussigné qui le reconnaît.

86618

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

Frais

Les parties ont évalué les frais incombant à la société du chef de sa constitution à environ EUR 6.750,-

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant la partie comparante, s'est constituée en assemblée générale extraordinaire à laquelle elle se reconnaît être dûment convoquée et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Le nombre d'administrateurs est fixé à trois.

Sont appelés aux fonctions d'administrateurs, leur mandat expirant à l'assemblée générale qui se tiendra en 2016:

- Monsieur Massimo LONGONI, né à Como, Italie, le 6 décembre 1970, demeurant au 10, rue Mathieu Lambert Schro-bilgen, L-2526 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

- Monsieur Ravinder Singh THAKRAN, né à New Delhi, Inde, le 21 mai 1963, demeurant professionnellement au Suite 401, 4th Floor, Ebene Esplanade, 24 Cybercity, Ebene, Mauritius;

- Monsieur Judicael MOUNGUENGUY, né à Lambarene, Gabon, le 24 mai 1982, demeurant professionnellement au 26-28, rives de Clausen, L-2165 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Monsieur Massimo LONGONI prénommé, est nommé Président du Conseil d'Administration.

Deuxième résolution

Par dérogation à l'article 12 des statuts, il est décidé de nommer en qualité d'administrateur délégué à la gestion journalière: Monsieur Massimo LONGONI prénommé. Son mandat de gestion journalière expirera à l'assemblée générale qui se tiendra en 2016.

Troisième résolution

ERNST & YOUNG SERVICES S.A., ayant son siège social à L-5365 Munsbach, 7, rue Gabriel Lippmann, R.C.S. Luxembourg B.69847, est désigné comme réviseur d'entreprises agréé en charge de la révision des comptes de la société. Le mandat du réviseur est fixé à une année et se terminera lors de l'assemblée générale annuelle à tenir en 2016.

Quatrième résolution

Le siège social de la société est fixé à L-1820 Luxembourg, 10, rue Antoine Jans.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate qu'à la demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue française suivi d'une traduction anglaise. Sur demande des comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version française prévaudra.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire par ses nom, prénoms, état et demeure, le prédit mandataire a signé avec le notaire le présent acte.

Follows the English version of the preceding text:

Suit la version anglaise du texte qui précède:

IN THE YEAR TWO THOUSAND AND FIFTEEN, ON THE ELEVENTH DAY OF MAY.

Before Us, Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared:

1) L Capital RMW (Singapore) Pte. Ltd., a company incorporated under the laws of Singapore, with registered office in 1 Kim Seng Promenade, #18-07/12, Great World City, Singapore (237994);

duly represented by Mrs. Valérie RAVIZZA, employee, residing professionally in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg,

by virtue of a proxy delivered under private seal.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder and the notary executing, remains annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as above stated, have requested the undersigned notary, to draw up the following Articles of Incorporation of a "société anonyme", which they intend to organise as shareholder or with any person who may become shareholder of the company in the future.

Denomination - Registered Office - Duration - Object

Art. 1. It is hereby established a Luxembourg company, in the form of a “société anonyme”.

It exists under the name of «D Fashion S.A.».

Art. 2. The registered office of the company is established in Luxembourg City, Grand-Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the board of directors.

In the event that the board of directors determines that extraordinary political, economic or social events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such provisional measures, however, shall have no effect on the nationality of the company, which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg company.

Art. 3. The company has as its object the participation, in any form whatsoever, in all Luxembourgish and foreign businesses, the acquisition of all titles and rights, through participation, contribution, subscription, underwriting or option to buy and by any other means, among them being the acquisitions of patents and licenses, their management and their development in all forms of financial, administrative, commercial and consulting assistance, as well as all operations connected directly or indirectly to its object, especially borrowing with or without guarantee and in all currencies through issue obligations which would equally be able to be converted and / or subordinated and granting loans or guarantees to companies in which it will take interests, without these are substantial or any company that would be a direct or indirect shareholder, or any company belonging to the same group of the company.

For the purposes of this section, a company shall be considered as belonging to the same group as the company if that other company directly or indirectly owns, is owned by, controlling, controlled by or is under common control with, or is controlled by a shareholder of the company. A company shall be deemed to control another company if it owns, directly or indirectly, all or a substantial part of the total share capital of the company or has the power to direct or advise the management and policies of the another company, whether the means of holding shares conferring a right to vote, by contract or otherwise.

Moreover, the company can effect all commercial operations, finance, movable and immovable connecting directly or indirectly to its object or susceptible to facilitate the realization of it.

Art. 4. The company is established for an unlimited duration.

It can be dissolved by decision of the extraordinary general meeting of shareholders deciding in the same way as when the articles of incorporation are amended.

Art. 5. The subscribed capital is fixed at 21,486,000 Euro (twenty-one million four hundred eighty-six thousand euro) represented by 21,486,000 (twenty-one million four hundred eighty-six thousand) shares with a nominal value of EUR 1 (one euro) each.

The shares can be issued in registered form only.

A shareholders' register which may be examined by any shareholder will be kept at the registered office. The register will contain the precise designation of each shareholder and the indication of the number of shares held, the indication of the payments made on the shares as well as the transfers of shares and the dates thereof. Each shareholder will notify its address and any change thereof to the Company by registered letter. The Company will be entitled to rely for any purposes whatsoever on the last address thus communicated. Ownership of the shares will result from the recordings in the shareholders' register.

Any transfer of shares will be registered in the shareholders' register by a declaration of transfer entered into the shareholders' register, dated and signed by the transferor and the transferee or by their representative(s) as well as in accordance with the rules on the transfer of claims laid down in article 1690 of the Luxembourg Civil Code. Furthermore, the Company may accept and enter into the shareholders' register any transfer referred to in any correspondence or other document recording the consent of the transferor and the transferee.

The authorized capital of the company is fixed at EUR 25,000,000 (twenty-five million euro) to be divided into 25,000,000 (twenty-five million) shares with a par value of EUR 1 (one euro) each.

The authorized and subscribed capital of the corporation may be increased or reduced by a decision of the general meeting of shareholders, voting with the same quorum as for an amendment of the articles of incorporation.

The board of directors may, during a period of five years from the date of publication of the present articles in Memorial C, increase the subscribed capital within the limits of the authorized capital. Such increase may be subscribed for and issued in the form of shares with or without an issue premium, as the board of directors shall determine, without neither suppressing nor limiting the preferential subscription right of the existing shareholders. Such increased capital may be paid-up in cash, by contribution in kind, by compensation with uncontested, current and immediately exercisable claims against the company, or even by incorporation of profits brought forward, of available reserves or issue premiums, or by conversion of bonds as mentioned below.

The board of directors may delegate to any duly authorized person, the duty of accepting subscriptions and receiving payment for shares representing part or all of such increased amounts of capital.

After each increase in the subscribed capital performed in the legally required form by the board of directors, the present article will be adapted to this modification.

Moreover, the board of directors is authorized to issue ordinary or convertible bonds, in registered or bearer form, with any denomination and payable in any currencies. Any issue of convertible bonds may only be made within the limits of the authorized capital.

The board of directors shall determine the nature, the price, the interest rate, the conditions of issue and reimbursement and any other conditions which may be related to such bond issue.

A ledger of the registered bondholders will be held at the registered office of the company.

Art. 6. The company recognizes only one owner per share. If the title is held by several persons or if it is subject to a usufruct or a pledge, the company has the right to suspend the exercise of rights attached thereto until only one person is designated as being the owner of those rights.

Art. 7. The company is managed by a board of directors composed of 3 members at least, shareholders or not. The company is committed in any hypothesis by the joint signature of 2 directors and regarding the daily management, by the person in charge of the daily management, without prejudice to special delegations.

The operations of the company are surveyed by one or several auditors, shareholders or not.

The directors and the auditors are appointed by the general meeting of the shareholder who fix their number and the duration of their mandate and can revoke them at any time. They are re-elected. In the case where no period has been fixed by the general meeting for the nomination of these organs, these organs are appointed for a period of one year.

The mandates cannot, without re-election exceed a period of six years. They end immediately after the ordinary general meeting of the year of their expiration.

In the case of a vacancy of a post of a director appointed by the general meeting, the directors remaining so appointed have the right to temporarily fill such vacancy; in this case the general meeting proceeds with definitive election at its first meeting.

Art. 8. The board of directors must elect a chairman among its members. It can elect one or several vice chairman. In the case of absence of the chairman or of a vice chairman, the directors present will replace the director designated for this purpose.

Art. 9. The board of directors meets on the convocation of the chairman of the board or of the vice president or of two directors. Such convocation shall be made at least twenty four (24) hours prior to the meeting, except in case of urgency.

The meetings take place in the place and on a day and time designated in the notice of the meeting.

The board of directors can meet and decide validly without a prior convocation, every time that all the directors are present or represented and consent to deliberate on the objects of the agenda.

The board of directors can validly decide only if 50% at least of its members participate in the deliberation voting personally or by proxy. The deliberation can equally take place by way of telephone or videoconference. The mandate can only be given to another director. A director can represent several of his colleagues. Decisions of the board of directors shall be validly adopted by a majority vote of the members present in person or by proxy.

In the case where the vote would be expressed in writing or by means of telegram, telex or telecopy, the resolutions must collect unanimity of the directors.

A signed written decision by all the directors is also regulated and valid as if it had been adopted by a meeting of the board of directors duly convened and held. Such decision would be able to be documented by one or several separate documents having the same content, each signed by one or several directors.

Art. 10. The deliberations of the board of directors are recorded in minutes signed by two directors.

Art. 11. The board of directors is vested with the broadest powers to accomplish all acts of disposal and administration in the interests of the company, with the exception of all operations which are exclusively for the general meeting of shareholders.

All the powers which are not expressly reserved by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, or by the articles of association of the company for the general meeting, will be within the competence of the board of directors.

It may, in particular, and without that the designation which follows is restrictive, draft and enter into all contracts and documents necessary to the execution of any business or operations concerning the company, release, decide on all inputs, give valid discharge, carry and authorize any withdrawals, even borrow through bond issues.

Towards third parties, the company is in all circumstances committed, in case of a sole director by the sole signature of the sole director or, in case of plurality of directors, by the signatures of any two directors or by the sole signature of a delegate of the board acting within the limits of his powers. In its current relations with the public administration, the company is validly represented by one director, whose signature legally commits the company.

Art. 12. The board of directors can delegate all or part of its powers regarding the daily management, to one or several persons, shareholders or not, for which it fixes the conditions for the exercise of the powers by the signatories accredited by it, as well as the special remuneration attaching to those delegations. The board of directors can also give special powers to one or several persons of its choice, director or not.

Art. 13. Any general meeting of shareholders shall be convened by the board of directors pursuant to a notice given by the board of directors setting forth the agenda and sent by registered letter at least eight (8) days prior to the meeting to each Shareholder at the Shareholder's address recorded in the shareholder register. In case of urgency, a general meeting can be held without any convening notice, provided that all shareholders are present or represented and have knowledge of the agenda of the meeting.

The general meeting of shareholders other than the ordinary general meeting takes place either at the registered office or in another place indicated in the convening notice made by the board of directors.

Any Shareholder may act at any general meeting by appointing in writing or by any other electronic means as his proxy, another person who need not to be a Shareholder.

The board of directors may determine any further conditions that must be fulfilled in order to take part in the general meetings and as permitted under any applicable laws.

The meeting designates the chairman of the meeting who can be the chairman of the board of directors, a director or a person chosen by the meeting. The chairman of the meeting presides over the office and appoints a secretary, shareholder or not, responsible for the drafting of the minutes of the meeting.

The meeting designates a scrutineer who can be a shareholder or not.

The annual general meeting and the annual general meetings to be held extraordinarily take the decisions by simple majority of the votes.

Art. 14. The general meeting has the broadest powers to do or ratify all the acts which are in the interest of the company.

Art. 15. The balance sheet surplus, net of general expenses and running costs, social charges and amortization constitute the profit of the company.

On the net profit so determined, 5% is to be assigned to the formation of the legal reserve; this allocation shall cease to be obligatory when the funds of the reserve reach a tenth of the capital.

The allocation of the net profit shall be determined annually upon proposition of the board of directors by the general meeting.

This allocation may include the payment of dividends, the creation or supply of reserve funds, provisions, retained earnings and amortization of capital without the stated capital being reduced.

Dividends are paid at places and times determined by the board of directors. The general meeting can authorize the board of directors to pay the dividends in all other currencies other than that in which the balance sheet is prepared and to determine the conversion rate of the dividend in the currency of payment.

The board of directors can pay interim dividends under the conditions and in the manner prescribed by law.

Art. 16. The general meeting hears the reports of directors and auditors and discusses the annual accounts.

After the adoption of the annual accounts, the general meeting decides by a special vote on the discharge of the directors and auditors. This discharge is valid only if the balance sheet contains no omission or false indication concealing the real situation of the company, and with respect to acts done outside the articles of association, unless specifically mentioned in the convening notice.

Art. 17. The extraordinary general meeting can modify any provisions of the articles of association. The convening notices are made in the form prescribed for the ordinary general meetings.

The extraordinary general meetings are properly constituted and validly deliberate only insofar as they are composed of a number of shareholders or special mandatory shareholders representing at least 50% of the share capital and that the agenda indicates the proposed changes of the articles of association and, if applicable, the text which relates to the object or the form of the company.

If the first of these conditions is not filled, a new meeting can be called by the board of directors, in the same form; this convening notice reproducing the agenda and indicating the date and the result of the preceding meeting.

The second meeting validly deliberates regardless of the quorum present.

In both meetings, resolutions, to be valid, must meet at least two-third majority of the votes of shareholders present or represented.

However, the nationality of the Company may be changed and the commitments of its Shareholders may be increased only with the unanimous consent of all the Shareholders and in compliance with any other legal requirement.

Art. 18. The general meetings, both ordinary and extraordinary, can be validly held and can validly decide, without prior notice, whenever all the shareholders are present or represented and consent to deliberate on the objects on the agenda.

Art. 19. At any time the extraordinary general meeting can decide, upon proposition of the board of directors, to dissolve the company. In the case of dissolution of the company, the extraordinary general meeting determines the procedure of liquidation and appoint one or several liquidators whose mission is to realize all the movable and immovable assets of the company and extinguish liabilities.

On the net assets resulting from the liquidation after all the liabilities are discharged, a necessary sum will be deducted to reimburse the amount of outstanding shares. Any surplus will be distributed pro rata between all the shares.

Art. 20. The financial year commences on the 1st day of January and finishes last day of December of every year.

Art. 21. The annual general meeting will take place at the registered office of the company on the 3rd Wednesday of the month of June each year at 2.30 p.m.. If this day is a holiday, the annual general meeting will take place on the first business day following, at the same time.

Art. 22. For all points not governed by the articles of association of the company, the parties will apply the provisions of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Transitory dispositions

The first financial year begins on the date of incorporation of the company and ends on December 31st, 2015.

The first annual general meeting shall be held in 2016.

The first directors and the first auditor are elected by the extraordinary general shareholders' meeting that shall take place immediately after the incorporation of the company.

Subscription and payment

The articles of association having thus been established, the appearing party, represented as stated hereabove, declares to subscribe the twenty-one million four hundred eighty-six thousand (21,486,000) shares as follows:

- L Capital RMW (Singapore) Pte. Ltd. pre-named: twenty-one million four hundred eighty-six thousand (21,486,000) shares;

Total: twenty-one million four hundred eighty-six thousand (21,486,000) shares.

All the shares have been paid up to the extent of one hundred percent (100%) by payment in cash, so that the amount of TWENTY ONE MILLION FOUR HUNDRED EIGHTY-SIX THOUSAND EURO (21,486,000.- EUR) is now available to the company, evidence thereof having been given to the notary executing this deed.

Verification

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed in art. 26 of the law on commercial companies of August 10th 1915 as subsequently amended have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfillment.

Expenses

The amount of the expenses for which the company is liable as a result of its formation is approximately fixed at EUR 6,750.-

Extraordinary general shareholders meeting

The above-named appearing party, represented as above stated, representing the whole of the subscribed capital, considering itself to be duly convened, then held an extraordinary general meeting and passed the following resolutions:

First resolution

The number of directors is fixed at three.

The following have been elected as directors, their mandate expiring at the general meeting which will be held in the year 2016.

- Mr. Massimo LONGONI, born in Como, Italy, on December 6th, 1970 residing in rue Mathieu Lambert Schrobilgen, 10, L-2526 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg;

- Mr. Ravinder Singh THAKRAN, born in New Delhi, Inde, on May 21st, 1963 professionally residing in Suite 401, 4th Floor, Ebene Esplanade, 24 Cybercity, Ebene, Mauritius;

- Mr. Judicael MOUNGUENGUY, born in Lambarene, Gabon, on May 24th, 1982, professionally residing at 26-28, rives de Clausen, L-2165 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Mr. Massimo LONGONI previously named, is appointed as Chairman of the Board of Directors.

Second resolution

By deviation of article 12 of the articles of association, it is resolved to appoint Mr. Massimo LONGONI, pre-named, as managing director of the company. His mandate covering daily management of the company, shall expire at the general meeting which will be held in the year 2016.

Third resolution

ERNST & YOUNG SERVICES S.A., having its registered office at L-5365 Munsbach, 7, rue Gabriel Lippmann, Luxembourg RCS B.69847, is designated as auditor in charge of auditing the accounts of the company. The mandate of the auditor shall be for one year and ending at the annual general shareholders meeting to be held in 2016.

Fourth resolution

The company's registered office is located in L-1820 Luxembourg, 10, rue Antoine Jans.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in French followed by an English version. On request of the same appearing party and in case of discrepancies between the French and the English text, the French version will be prevailing.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the proxy-holder of the person appearing, who is known to the notary by his surname, Christian names, civil status and residence, said proxy-holder signed together with us, Notary, the present original deed.

Signé: V. RAVIZZA, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 13 mai 2015. Relation: 1LAC/2015/15029. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 mai 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015076710/507.

(150088221) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

Sushi Gourmet Holding International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 125.000,00.

Siège social: L-2551 Luxembourg, 123, avenue du Dix Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 186.602.

L'an deux mille quinze, le sixième jour du mois de mai par-devant Maître Cosita Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU:

HANA GROUP, une société par actions simplifiée de droit français, ayant son siège social au 84, Avenue du Général Leclerc, 92100 Boulogne Billancourt, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 810 668 145,

ici représentée par Maître Jérôme BUREL, avocat à la Cour, demeurant professionnellement à L-2763 Luxembourg, 31-33, rue Ste Zithe, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et par le notaire soussigné, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Laquelle partie comparante, représentée comme susmentionné, a requis le notaire soussigné d'acter ce qui suit:

I. La partie comparante est la seule et unique associée («Associée Unique») de la société Sushi Gourmet Holding International S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social à 123, avenue du X Septembre, L-2551 Luxembourg, et ayant un capital social entièrement souscrit et libéré de treize mille cinq cents Euros (EUR 13.500.-) représenté par (i) cent vingt-cinq mille (125.000) parts sociales ordinaires, (ii) mille (1.000) parts sociales de catégorie A, (iii) mille (1.000) parts sociales de catégorie B, (iv) mille (1.000) parts sociales de catégorie C, (v) mille (1.000) parts sociales de catégorie D, (vi) mille (1.000) parts sociales de catégorie E, (vii) mille (1.000) parts sociales de catégorie F, (viii) mille (1.000) parts sociales de catégorie G, (ix) mille (1.000) parts sociales de catégorie H, (x) mille (1.000) parts sociales de catégorie I et (xi) mille (1.000) parts sociales de catégorie J, toutes sous forme nominative, avec une valeur nominale de dix centimes d'euro (EUR 0,10) chacune, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 186602 (la Société). La Société a été constituée le 17 avril 2014 suivant acte reçu par Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1731 du 4 juillet 2014 et dont les statuts n'ont pas été modifiés (ci-après les «Statuts»).

II. L'Associée Unique, représentée comme indiqué ci-avant, a reconnu avoir été dûment et pleinement informé des décisions à intervenir sur base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Réallocation des mille (1.000) parts sociales de catégorie J existantes à la classe de parts sociales de catégorie A et ensuite suppression de la classe de parts sociales de catégorie J;
 2. Modification subséquente des articles 5.1, 6.2, 16.3, et 16.4 des Statuts;
 3. Modification de l'article 17.2 des Statuts;
 4. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de cent onze mille cinq cents Euros (EUR 111.500.-) afin de le porter de son montant actuel de treize mille cinq cents Euros (EUR 13.500.-) représenté, suite à la première résolution, par (i) cent vingt-cinq mille (125.000) parts sociales ordinaires, (ii) deux mille (2.000) parts sociales de catégorie A, (iii) mille (1.000) parts sociales de catégorie B, (iv) mille (1.000) parts sociales de catégorie C, (v) mille (1.000) parts sociales de catégorie D, (vi) mille (1.000) parts sociales de catégorie E, (vii) mille (1.000) parts sociales de catégorie F, (viii) mille (1.000) parts sociales de catégorie G, (ix) mille (1.000) parts sociales de catégorie H et (x) mille (1.000) parts sociales de catégorie I, toutes sous forme nominative, avec une valeur nominale de dix centimes d'euro (EUR 0,10) chacune, à un montant de cent vingt-cinq mille Euros (EUR 125.000.-) représenté par (i) cent vingt-cinq mille (125.000) parts sociales ordinaires, (ii) cent vingt-cinq mille (125.000) parts sociales de catégorie A, (iii) cent vingt-cinq mille (125.000) parts sociales de catégorie B, (iv) cent vingt-cinq mille (125.000) parts sociales de catégorie C, (v) cent vingt-cinq mille (125.000) parts sociales de catégorie D, (vi) cent vingt-cinq mille (125.000) parts sociales de catégorie E, (vii) cent vingt-cinq mille (125.000) parts sociales de catégorie F, (viii) cent vingt-cinq mille (125.000) parts sociales de catégorie G, (ix) cent vingt-cinq mille (125.000) parts sociales de catégorie H et (x) cent vingt-cinq mille (125.000) parts sociales de catégorie I, toutes sous forme nominative, avec une valeur nominale de dix centimes d'euro (EUR 0,10) chacune, par émission d'un million cent quinze mille (1.115.000) nouvelles parts sociales, ayant les droits et obligations tels que prévus dans les Statuts;
 5. Souscription et libération intégrale des parts sociales nouvellement émises par HANA GROUP moyennant un apport en nature;
 6. Modification subséquente de l'article 5.1. des Statuts afin de refléter l'augmentation de capital social;
 7. Modification du registre des associés de la Société afin de refléter les modifications ci-dessus, avec pouvoir et autorité donnés à tout gérant de la Société agissant individuellement pour procéder, au nom et pour le compte de la Société, dans le registre des associés aux changements indiqués ci-dessus et de procéder à l'enregistrement des parts sociales nouvellement émises dans le registre des associés de la Société et d'accomplir toutes les formalités qui s'y rapportent (y compris, pour éviter tout doute, la signature dudit registre); et
 8. Divers
- III. L'Associée Unique a requis le notaire soussigné d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associée Unique a décidé de réallouer l'intégralité des mille (1.000) parts sociales de catégorie J existantes à la classe de parts sociales de catégorie A et de supprimer ensuite la classe de parts sociales de catégorie J.

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution qui précède, l'Associée Unique a décidé de modifier les articles 5.1, 6.2, 16.3 et 16.4 des Statuts, lesquels seront désormais libellés de la manière suivante:

« **5.1.** Le capital social de la Société est fixé à treize mille cinq cents Euros (EUR 13.500,-) représenté par cent trente-cinq mille (135.000) parts sociales, ayant une valeur nominale de dix centimes d'euro (EUR 0,10) chacune (collectivement les Parts Sociales), réparties de la manière suivante:

- (i) Cent vingt-cinq mille (125.000) parts sociales ordinaires, toutes souscrites et entièrement libérées (les Parts Sociales Ordinaires);
 - (ii) Deux Mille (2.000) parts sociales de classe A, toutes souscrites et entièrement libérées (les Parts Sociales de Classe A);
 - (iii) Mille (1.000) parts sociales de classe B, toutes souscrites et entièrement libérées (les Parts Sociales de Classe B);
 - (iv) Mille (1.000) parts sociales de classe C, toutes souscrites et entièrement libérées (les Parts Sociales de Classe C);
 - (v) Mille (1.000) parts sociales de classe D, toutes souscrites et entièrement libérées (les Parts Sociales de Classe D);
 - (vi) Mille (1.000) parts sociales de classe E, toutes souscrites et entièrement libérées (les Parts Sociales de Classe E);
 - (vii) Mille (1.000) parts sociales de classe F, toutes souscrites et entièrement libérées (les Parts Sociales de Classe F);
 - (viii) Mille (1.000) parts sociales de classe G, toutes souscrites et entièrement libérées (les Parts Sociales de Classe G);
 - (ix) Mille (1.000) parts sociales de classe H, toutes souscrites et entièrement libérées (les Parts Sociales de Classe H);
- et
- (x) Mille (1.000) parts sociales de classe I, toutes souscrites et entièrement libérées (les Parts Sociales de Classe I).

Les Parts Sociales de Classe A, les Parts Sociales de Classe B, les Parts Sociales de Classe C, les Parts Sociales de Classe D, les Parts Sociales de Classe E, les Parts Sociales de Classe F, les Parts Sociales de Classe G, les Parts Sociales de Classe H et les Parts Sociales de Classe I sont ci-après dénommées les Parts Sociales Alphabétiques.»;

« **6.2.** En cas de réduction du capital social de la Société, les Parts Sociales Alphabétiques peuvent seulement être réduites par le rachat et l'annulation d'une classe de Parts Sociales dans son intégralité et non d'une partie, déterminés à tout moment par le Conseil et approuvés par l'Assemblée Générale. Le rachat et l'annulation d'une classe de Parts Sociales entière s'effectuera dans l'ordre suivant: (i) les Parts Sociales de Classe I, (ii) les Parts Sociales de Classe H, (iii) les Parts Sociales de Classe G, (iv) les Parts Sociales de Classe F, (v) les Parts Sociales de Classe E, (vi) les Parts Sociales de Classe D, (vii) les Parts Sociales de Classe C, (viii) les Parts Sociales de Classe B et (ix) les Parts Sociales de Classe A.»;

« **16.3.** Lorsque la Société décide de procéder à des distributions de dividendes, le montant affecté sera reversé dans l'ordre suivant:

(i) premièrement, les détenteurs des Parts Sociales de Classe A recevront des distributions de dividendes de l'année concernée d'un montant de zéro virgule dix pour cent (0,10%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Classe A qu'ils détiennent; puis

(ii) les détenteurs des Parts Sociales de Classe B recevront des distributions de dividendes de l'année concernée d'un montant de zéro virgule vingt pour cent (0,20%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Classe B qu'ils détiennent; puis

(iii) les détenteurs des Parts Sociales de Classe C recevront des distributions de dividendes de l'année concernée d'un montant de zéro virgule trente pour cent (0,30%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Classe C qu'ils détiennent; puis

(iv) les détenteurs des Parts Sociales de Classe D recevront des distributions de dividendes de l'année concernée d'un montant de zéro virgule quarante pour cent (0,40%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Classe D qu'ils détiennent; puis

(v) les détenteurs des Parts Sociales de Classe E recevront des distributions de dividendes de l'année concernée d'un montant de zéro virgule cinquante pour cent (0,50%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Classe E qu'ils détiennent; puis

(vi) les détenteurs des Parts Sociales de Classe F recevront des distributions de dividendes de l'année concernée d'un montant de zéro virgule soixante pour cent (0,60%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Classe F qu'ils détiennent; puis

(vii) les détenteurs des Parts Sociales de Classe G recevront des distributions de dividendes de l'année concernée d'un montant de zéro virgule soixante-dix pour cent (0,70%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Classe G qu'ils détiennent; puis

(viii) les détenteurs des Parts Sociales de Classe H recevront des distributions de dividendes de l'année concernée d'un montant de zéro virgule quatre-vingt pour cent (0,80%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Classe H qu'ils détiennent; et

(ix) les détenteurs des Parts Sociales de Classe I recevront le solde restant de ladite distribution de dividendes.»;

« **16.4.** Si l'ensemble de la dernière Classe de Parts Sociales en circulation (par ordre alphabétique, par exemple Parts Sociales de Classe I) a été annulée à la suite de son remboursement, rachat ou autrement au moment de la distribution, le reste de toute distribution de dividendes sera alors attribué à la dernière Classe de Parts Sociales précédente en circulation dans l'ordre alphabétique inverse (par exemple initialement des Parts Sociales de Classe H).».

Troisième résolution

L'Associée Unique a décidé de modifier l'article 17.2 des Statuts, qui sera désormais libellé de la manière suivante:

« **17.2.** Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société et paiement des dépenses de la liquidation, le produit net de la liquidation sera distribué aux associés en conformité avec et, de façon à obtenir, sur une base globale, le même résultat économique, les règles de distribution établies pour les distributions de dividendes.».

Quatrième résolution

L'Associée Unique a décidé d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de cent onze mille cinq cents Euros (EUR 111.500.-), afin de le porter de son montant actuel de treize mille cinq cents Euros (EUR 13.500.-) représenté par (i) cent vingt-cinq mille (125.000) parts sociales ordinaires, (ii) deux mille (2.000) parts sociales de catégorie A, (iii) mille (1.000) parts sociales de catégorie B, (iv) mille (1.000) parts sociales de catégorie C, (v) mille (1.000) parts sociales de catégorie D, (vi) mille (1.000) parts sociales de catégorie E, (vii) mille (1.000) parts sociales de catégorie F, (viii) mille (1.000) parts sociales de catégorie G, (ix) mille (1.000) parts sociales de catégorie H et (x) mille (1.000) parts sociales de catégorie I, toutes sous forme nominative, avec une valeur nominale de dix centimes d'euro (EUR 0,10) chacune, à un montant de cent vingt-cinq mille Euros (EUR 125.000.-), représenté par (i) cent vingt-cinq mille (125.000) parts sociales ordinaires, (ii) cent vingt-cinq mille (125.000) parts sociales de catégorie A, (iii) cent vingt-cinq mille (125.000) parts sociales de catégorie B, (iv) cent vingt-cinq mille (125.000) parts sociales de catégorie C, (v) cent vingt-cinq mille (125.000) parts sociales de catégorie D, (vi) cent vingt-cinq mille (125.000) parts sociales de catégorie E, (vii) cent vingt-cinq mille (125.000) parts sociales de catégorie F, (viii) cent vingt-cinq mille (125.000) parts sociales de catégorie G, (ix) cent vingt-cinq mille (125.000) parts sociales de catégorie H et (x) cent vingt-cinq mille (125.000) parts sociales de catégorie I, toutes

sous forme nominative, avec une valeur nominale de dix centimes d'euro (EUR 0,10) chacune, par émission d'un million cent quinze mille (1.115.000) nouvelles parts sociales ayant les droits et obligations tels que prévus dans les Statuts.

Cinquième résolution

L'Associée Unique a décidé d'accepter et d'enregistrer la souscription et la libération intégrale de l'augmentation de capital social comme suit:

Souscription - Libération

L'Associée Unique HANA GROUP, prénommée et valablement représentée déclare souscrire à (i) cent vingt-trois mille (123.000) parts sociales de catégorie A, (ii) cent vingt-quatre mille (124.000) parts sociales de catégorie B, (iii) cent vingt-quatre mille (124.000) parts sociales de catégorie C, (iv) cent vingt-quatre mille (124.000) parts sociales de catégorie D, (v) cent vingt-quatre mille (124.000) parts sociales de catégorie E, (vi) cent vingt-quatre mille (124.000) parts sociales de catégorie F, (vii) cent vingt-quatre mille (124.000) parts sociales de catégorie G, (viii) cent vingt-quatre mille (124.000) parts sociales de catégorie H et (ix) cent vingt-quatre mille (124.000) parts sociales de catégorie I, toutes nouvellement émises, sous forme nominative, avec une valeur nominale de dix centimes d'euro (EUR 0,10) chacune, et les libérer intégralement par un apport en nature consistant en (i) cent (100) parts sociales de Sushi Gourmet Belgique SPRL, une société privée à responsabilité limitée de droit belge, ayant son siège social au 69, rue des Mélèzes, 1050 Ixelles, Belgique, immatriculée à la Banque Carrefour des Entreprises sous le numéro 0525.770.682 (RPM Bruxelles, section francophone) (ci-après «Sushi Gourmet Belgique»), représentant 100% du capital social de cette société (ci-après les «Parts Sociales Sushi Gourmet Belgique») et (ii) six mille six cent quinze (6.615) parts sociales, divisées en six mille cent vingt-cinq (6.125) parts sociales ordinaires et quarante-neuf (49) parts sociales dans chacune des classes de A à J, de Sushi Gourmet Benelux S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social à 123, avenue du X Septembre, L-2551 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 186747, représentant 49% du capital social du capital social de cette société s'élevant à treize mille cinq cent euros (EUR 13.500.-) (ci-après les «Parts Sociales Sushi Gourmet Benelux et ensemble avec les Parts Sociales Sushi Gourmet Belgique, les «Parts Sociales Apportées») conformément aux termes et conditions d'un contrat d'apport conclu entre la Société et l'Associée Unique en date du 4 mai 2015 (le «Contrat d'Apport»).

Il résulte d'un rapport d'évaluation établi le 4 mai 2015 par le conseil de gérance de la Société (le «Conseil de Gérance») dûment signé (le «Rapport d'Evaluation») que

«Pour les besoins d'évaluation des Parts Sociales Apportées à la Société, contre émission par la Société, de nouvelles parts sociales, nous, agissant en notre qualité de membres du Conseil de Gérance, évaluons la valeur nette de l'apport des Parts Sociales à la Société à la valeur totale de huit millions quatre cent dix mille neuf cent dix-huit Euros et sept centimes (EUR 8.410.918,07), montant qui est certifié véritable et correct et correspondant au moins à la valeur totale des (i) cent vingt-trois mille (123.000) parts sociales de catégorie A, (ii) cent vingt-quatre mille (124.000) parts sociales de catégorie B, (iii) cent vingt-quatre mille (124.000) parts sociales de catégorie C, (iv) cent vingt-quatre mille (124.000) parts sociales de catégorie D, (v) cent vingt-quatre mille (124.000) parts sociales de catégorie E, (vi) cent vingt-quatre mille (124.000) parts sociales de catégorie F, (vii) cent vingt-quatre mille (124.000) parts sociales de catégorie G, (viii) cent vingt-quatre mille (124.000) parts sociales de catégorie H et (ix) cent vingt-quatre mille (124.000) parts sociales de catégorie I, toutes sous forme nominative, avec une valeur nominale de dix centimes d'euro (EUR 0,10) chacune, à émettre par la Société ensemble avec une prime d'émission d'un montant total de huit millions deux cent quatre-vingt-dix-neuf mille quatre cent dix-huit Euros et sept centimes (EUR 8.299.418,07).»

Il résulte en outre du Contrat d'Apport que l'apporteur a déclaré entre autres:

- «(a) l'Apporteur possède la pleine et illimitée propriété des Parts Sociales Apportées;
- (b) les Parts Sociales Apportées sont intégralement souscrites et entièrement libérées;
- (c) les Parts Sociales Apportées sont libres de toutes charges et encombrements et ne sont grevées d'aucun nantissement ou d'un quelconque droit ou privilège de quelque nature qu'il soit;
- (d) les Parts Sociales Apportées ne font pas l'objet d'une saisie: et
- (e) aucune partie (autre que le Bénéficiaire de l'apport) n'a un quelconque droit de revendiquer la propriété ou le transfert des Parts Sociales Apportées.»

Lesquels Contrat d'Apport et Rapport d'Evaluation, après signature ne varietur par le mandataire et le notaire soussigné, demeureront annexés aux présentes pour être enregistrés en même temps.

Cet apport en nature d'un montant total de huit millions quatre cent dix mille neuf cent dix-huit Euros et sept centimes (EUR 8.410.918,07) sera affecté au compte de capital social de la Société pour cent onze mille cinq cents Euros (EUR 111.500.-) et pour huit millions deux cent quatre-vingt-dix-neuf mille quatre cent dix-huit Euros et sept centimes (EUR 8.299.418,07) à un compte de prime d'émission.

Le montant total de huit millions quatre cent dix mille neuf cent dix-huit Euros et sept centimes (EUR 8.410.918,07) est à la disposition de la Société dont la preuve a été donnée au notaire instrumentant.

Sixième résolution

L'Associée Unique décide consécutivement aux résolutions ci-dessus de modifier l'article 5.1. des Statuts, qui sera désormais libellé de la manière suivante:

« **5.1.** Le capital social de la Société est fixé à cent vingt-cinq mille Euros (EUR 125.000.-) représenté par un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales, ayant une valeur nominale de dix centimes d'euro (EUR 0,10), chacune (collectivement les Parts Sociales), réparties de la manière suivante

(i) cent vingt-cinq mille (125.000) parts sociales ordinaires, toutes souscrites et entièrement libérées (Parts sociales Ordinaires);

(ii) cent vingt-cinq mille (125.000) parts sociales de classe A, toutes souscrites et entièrement libérées (Parts sociales de Classe A);

(iii) cent vingt-cinq mille (125.000) parts sociales de classe B, toutes souscrites et entièrement libérées (Parts sociales de Classe B);

(iv) cent vingt-cinq mille (125.000) parts sociales de classe C, toutes souscrites et entièrement libérées (Parts sociales de Classe C);

(v) cent vingt-cinq mille (125.000) parts sociales de classe D, toutes souscrites et entièrement libérées (Parts sociales de Classe D);

(vi) cent vingt-cinq mille (125.000) parts sociales de classe E, toutes souscrites et entièrement libérées (Parts sociales de Classe E);

(vii) cent vingt-cinq mille (125.000) parts sociales de classe F, toutes souscrites et entièrement libérées (Parts sociales de Classe F);

(viii) cent vingt-cinq mille (125.000) parts sociales de classe G, toutes souscrites et entièrement libérées (Parts sociales de Classe G);

(ix) cent vingt-cinq mille (125.000) parts sociales de classe H, toutes souscrites et entièrement libérées (Parts sociales de Classe H);

(x) cent vingt-cinq mille (125.000) parts sociales de classe I, toutes souscrites et entièrement libérées (Parts sociales de Classe I).

Les Parts Sociales de Classe A, les Parts Sociales de Classe B, les Parts Sociales de Classe C, les Parts Sociales de Classe D, les Parts Sociales de Classe E, les Parts Sociales de Classe F, les Parts Sociales de Classe G, les Parts Sociales de Classe H et les Parts Sociales de Classe I sont ci-après dénommées les Parts Sociales Alphabétiques.

Septième résolution

L'Associée Unique décide de modifier le registre des associés de la Société afin de refléter les changements ci-dessus et donne pouvoir et autorité à tout gérant de la Société agissant individuellement, afin d'inscrire, au nom et pour le compte de la Société, dans le registre des associés les changements indiqués ci-dessus et d'inscrire les parts sociales nouvelles émises dans le registre des associés de la Société et d'accomplir toutes les formalités qui s'y rapportent (y compris, pour éviter tout doute, la signature dudit registre).

Frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incomberont à la Société en raison du présent acte sont estimés à environ quatre mille sept cents euros (EUR 4.700,-).

Dont acte, passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture de l'acte, le notaire le signe avec le mandataire des de la partie comparante.

Signé: J. BUREL, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 08 mai 2015. Relation: 1LAC/2015/14374. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 mai 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015076331/246.

(150087220) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

VEDF (Luxembourg) P8 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 196.917.

—
STATUTES

In the year two thousand fifteen, on the twelfth of May.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg.

THERE APPEARED:

VEDF (Luxembourg) Holding S.à r.l., a société à responsabilité limitée existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and having its registered office at 7A, Rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 179.760,

here represented by Mrs Isabel DIAS, employee, residing professionally at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on May 11th, 2015.

Said proxy, after having been signed "ne varietur" by the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as stated here-above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name "VEDF (Luxembourg) P8 S.à r.l." (the "Company"), which will be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated 10 August, 1915 on commercial companies, as amended (the "Law"), as well as by the present articles of association (the "Articles").

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the single manager, or as the case may be, by the board of managers of the Company. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the single manager, or as the case may be, the board of managers of the Company. Where the single manager or the board of managers of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Object.

3.1. The object of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the administration, management, control and development of such participations. The Company may in particular acquire by way of subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, shares and/or other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and/or other debt instruments and more generally any securities and/or financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further make direct or indirect real estate investments and invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

3.2. The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debtor equity securities to its subsidiaries, affiliated companies and/or any other companies and the Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other company, and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person, in each case to the extent those activities are not considered as regulated activities of the financial sector.

3.3. The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may generally carry out any operations and transactions, which directly or indirectly favour or relate to its object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period of time.

4.2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The Company's share capital is fixed at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) represented by one hundred (100) shares of one hundred and twenty-five euro (EUR 125) each, all fully paid-up and subscribed.

5.2. The share capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by a resolution of the single shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. Each share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

6.2. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.3. Shares are freely transferable among shareholders or, if there is no more than one shareholder, to third parties.

If the Company has more than one shareholder, the transfer of shares to non-shareholders is subject to the prior approval of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the share capital of the Company.

A share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by the Company in accordance with article 1690 of the civil code.

For all other matters, reference is being made to articles 189 and 190 of the Law.

6.4. A shareholders' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each shareholder who so requests.

6.5. The Company may redeem its own shares within the limits set forth by the Law.

III. Management - Representation

Art. 7. Board of managers.

7.1. The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which set the term of their office. If several managers have been appointed they will constitute a board of managers composed of one or several class A manager(s) and of one or several class B manager(s). The manager(s) need not be shareholders of the Company.

7.2. The managers may be dismissed at any time ad nutum (without any reason).

Art. 8. Powers of the board of managers.

8.1. All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the single manager or, if the Company is managed by more than one manager, the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object. Notwithstanding any other provision of the LLP s' Arrangement, no Reserved Matter may be approved by the single manager or, in case of plurality of managers, the board of managers, without the prior approval of the Shareholders unless the Shareholders have already instructed the single manager or the board of managers, as the case may be, in this respect.

8.2. Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, either shareholders or not, by the single manager, or if there is more than one manager, by (i) any two managers of class A acting jointly or by (ii) any manager of class A and any manager of class B acting jointly.

Art. 9. Procedure.

9.1. The board of managers shall meet as often as the Company's interests so requires or upon call of any manager at the place indicated in the convening notice.

9.2. Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

9.3. No such convening notice is required if all the members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing or by facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company.

9.4. Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing another manager as his proxy.

9.5. The board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the board of managers are validly taken by the majority of the votes cast. The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by any two managers present or represented at the meeting.

9.6. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone, conference call or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

9.7. The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, email or any other similar means of communication. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolutions.

Art. 10. Representation. The Company shall be bound towards third parties in all matters either by the sole signature of the single manager or in case of plurality of managers, by (i) the joint signature of any two class A managers or (ii) the joint signature of any class A manager and any class B manager or the single or joint signature(s) of any person(s) to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.2. of these Articles.

Art. 11. Liability of the managers. The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

IV. General meetings of shareholders

Art. 12. Powers and voting rights.

12.1. The single shareholder assumes all powers conferred by the Law to the general meeting of shareholders.

12.2. Each shareholder has voting rights commensurate to its shareholding.

12.3. Each shareholder may appoint any person or entity as his attorney pursuant to a written proxy given by letter, telegram, telex, facsimile or e-mail, to represent him at the general meetings of shareholders.

Art. 13. Form - Quorum - Majority.

13.1. If there are not more than twenty-five shareholders, the decisions of the shareholders may be taken by circular resolution, the text of which shall be sent to all the shareholders in writing, whether in original or by facsimile or e-mail. The shareholders shall cast their vote by signing the circular resolution. The signatures of the shareholders may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

13.2. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

13.3. Notwithstanding article 13.2 of these Articles, resolutions to alter the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital.

Art. 14. Reserved Matters.

14.1. The board of managers shall seek to obtain the prior written consent of the Shareholders as set forth herebelow (the Shareholders' Consent) in respect of any of the matters set forth in article 14.3. of these Articles (the Reserved Matters).

14.2. If an action or decision requires the Shareholders' Consent, the board of managers shall notify the Shareholders and seek the relevant consent of the Shareholders as soon as practicable.

14.3. The Reserved Matters are as follows:

(a) the acquisition of any Investment (including any follow on Investment) and (other than as contemplated in the annual business plan of the LLP) the disposal of any Investment;

(b) capital expenditure in relation to any Investments outside of the Operating Budget for such Investment and other capital expenditures outside the business plan and operating budget of the LLP;

(c) entering into, varying or terminating third party contracts affecting the business plan or operating budget of the LLP by more than 20% of the annual agreed expenditure in respect of any single asset (including any credit agreement or other agreement whereby the Company borrows money, mortgages or pledges any portion of its respective assets, or provides a guarantee or security with respect to any such obligation, including any cross collateralisation between different Intermediate Vehicles);

(d) any tax or legal decision or action (or failure to act) that would have an adverse effect on the affairs of the LLP or an adverse effect on one Investor Member that is disproportionate to the effect on the other Investor Members

(e) any transaction, agreement or matter involving the Company on the one hand and any Member or any Member's Affiliate or any employees, officers, directors, members, shareholders or partners of such Member or such Member's Affiliates or their respective close family members on the other hand;

(f) any change to the terms of the respective engagements of the independent auditor or the independent valuer of the Company;

(g) except as otherwise permitted under the LLP s' Arrangement, the creation, assumption, guarantee, refinancing or prepayment of any indebtedness or liability or the granting of an encumbrance over the Company, or their respective assets in connection with, indebtedness or liability;

(h) the entry by the Company into any lease, contract, memorandum or other agreement for the licence, lease, sale or purchase of land or real property which do not meet or exceed the financial forecast provided for in the approved business plan or budget of the LLP;

(i) any material decisions relating to monitoring of Investments which would: (i) require an investment or commitment or cause the LLP to incur a liability or loss of an amount equal to £50,000 or more, to the extent not provided for in the annual business plan or operating budget of the LLP, or (ii) affect the annual business plan or operating budget of the LLP by more than 20% of the annual agreed expenditure in respect of any single asset, or (iii) cause the net asset value of any single asset in the portfolio to decrease by 5% or more;

(j) any other material decision not specifically agreed in the business plan or operating budget of the LLP which would: (i) require an investment or commitment or cause the LLP to incur a liability or loss of an amount equal to £50,000 or more, or (ii) affect the annual business plan or operating budget of the LLP by more than 20% of the annual agreed expenditure in respect of any single asset, or (iii) cause the net asset value of any single asset in the portfolio to decrease by 5% or more.

14.4 The Shareholders shall resolve on any action or decision referred to it in accordance with article 14.3. of these Articles within ten (10) Business Days of receipt of notice from the board of managers and such resolution shall become effective immediately upon the required level of consent having been obtained.

14.5. Shareholders' Consent may be provided by the Shareholders in form of an additional original copy of the relevant:

(a) minutes of a general meeting of shareholders; or

(b) written circular resolutions (taken in accordance with article 13.1 of these Articles),

provided that, in each case, the Shareholders whose consent is required by any LLP s' Arrangement effectively consent to the relevant action or decision.

V. Annual accounts - Allocation of profits

Art. 15. Accounting Year.

15.1 The accounting year of the Company shall begin on 1 January of each year and end on 31 December.

15.2 Each year, with reference to the end of the Company's year, the single manager or, as the case may be, the board of managers must prepare the balance sheet and the profit and loss accounts of the Company as well as an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarizing all the Company's commitments and the debts of the managers, the statutory auditor(s) (if any) and shareholders towards the Company.

15.3 Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 16. Allocation of Profits.

16.1 The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to the statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

16.2 The general meeting of shareholders has discretionary power to dispose of the surplus. It may in particular allocate such profit to the payment of a dividend or transfer it to the reserve or carry it forward.

16.3 Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

(i) interim accounts are drawn up by the Board;

(ii) these interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by carried forward profits and distributable reserves, and decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the legal reserve;

(iii) the decision to distribute interim dividends must be taken by the shareholders within two (2) months from the date of the interim accounts;

(iv) the rights of the creditors of the Company are not threatened, taking into account the assets of the Company; and

(v) where the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

VI. Dissolution - Liquidation

17.1 In the event of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be shareholders, appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders

which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the shareholder(s) or by law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realization of the assets and payments of the liabilities of the Company.

17.2 The surplus resulting from the realization of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the shareholder or, in the case of a plurality of shareholders, the shareholders in proportion to the shares held by each shareholder in the Company.

VII General provision

18. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Art. 19. Definitions. Affiliate of a person means a person that, directly or indirectly, through one or more intermediaries, Controls, is Controlled by, or is under common Control with, the first person;

Business Days means any day other than (i) a Saturday or Sunday or (ii) a day on which banking institutions in Luxembourg [or the United Kingdom] are authorized or obligated by law or executive order to be closed;

Control (including the terms “controlled by” and “under common control with”) means the possession, directly or indirectly, of the power to direct or cause the direction of the management and policies of a person, whether through the ownership of voting securities, by contract or credit arrangement, as trustee or executor, or otherwise;

Intermediate Vehicle means any vehicle established as a conduit for investment in a real estate asset by the LLP (whether alone or with other persons);

Investment means an investment in or in respect of a real estate asset acquired or proposed to be acquired by or for the account of the LLP, whether made directly or through one or more Intermediate Vehicles and howsoever constituted or represented;

Investment Advisor means Valad Investment Management Services Limited, a company established under the laws of England and Wales, with registered number 03014116 and having its registered office at 1st floor Unit 16, Manor Court, Business Park, Scarborough, YO11 3TU, appointed pursuant to the Investment Advisory Agreement to provide investment advisory services to the LLP in relation to the acquisitions and disposals of Investments and asset management services in relation to the day-to-day management of Investments acquired by the LLP;

Investment Advisory Agreement means the investment advisory agreement in the agreed form entered into on or around July 17, 2014 between the LLP and the Investment Advisor as amended from time to time;

Investor Member means any Member other than Valad Promote Limited Partnership, a limited liability partnership established under the laws of Scotland with registered number SL014404 and having its principal place of business at 1st Floor Exchange Place, 3 Semple Street, Edinburgh EH3 8BL acting through its general partner Valad GP, an unlimited liability company established under the laws of Scotland with registered number SC460534 and having its registered office at 1st Floor Exchange Place, 3 Semple Street, Edinburgh EH3 8BL;

LLP Valad Diversified LLP, a limited liability partnership established under the laws of England and Wales with registered number OC385934 and having its registered office at 1st floor, Unit 16, Manor Court Business Park, Scarborough, YO11 3TU;

LLP s’ Arrangement means the partnership deed of the LLP dated June 18, 2013, as amended from time to time;

Member means any of the members of the LLP, from time to time;

Operating Budget means in relation to any Investment an operating budget prepared by the Investment Advisor pursuant to the Investment Advisory Agreement and approved by the LLP covering all direct transaction costs, including the LLP’s property and asset management costs, plus any legal, audit, tax and other third party property related costs and any asset management fee due under the Investment Advisory Agreement to the Investment Advisor in respect of such Investment;

Reserved Matters means those matters set out in article 14 of these Articles,

Shareholders means the single shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders respectively and as applicable the shareholders forming the general meeting of shareholders, from time to time.

Transitory provision

The first accounting year shall begin on the date of this deed and shall end on December 31th, 2015.

Subscription - Payment

Thereupon,

VEDF (Luxembourg) Holding S.à r.l., prenamed, here represented as stated above, declares to subscribe for one hundred (100) shares of the Company having a par value of one hundred and twenty-five euro (EUR 125) each and to fully pay them up by way of a contribution in cash amounting to twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500).

The amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is at the free disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand four hundred euro (EUR 1,400).

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder of the Company, representing the entirety of the subscribed share capital has passed the following resolutions:

1. The following persons are appointed as managers of the Company for an indefinite period:

class A managers:

- Mr Onno BOUWMEISTER, born in Maarssen (The Netherlands) on January 26th, 1977, with professional address at 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and
- LUX BUSINESS MANAGEMENT S.à r.l., R.C.S. Luxembourg number B 79.709, with registered office at 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

class B managers:

- Mr Fraser James KENNEDY, born in Great Yarmouth (United Kingdom) on March 13th, 1975, with professional address at 64 North Row, London W1K 7DA, United Kingdom; and
- Mr Thomas LAFARGUE, born in Paris (France) on July 11th, 1976, with professional address at 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2. The registered office of the Company is set at 7A, Rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a German version and in case of divergences between the English and the German text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, said person appearing signed together with the notary the present deed.

Folgt die Deutsche Übersetzung des Hier Vorliegenden Textes

Im Jahre zweitausendundfünfzehn, am zwölften Mai.

Vor Maître Martine SCHAEFFER, Notarin mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

IST ERSCHIENEN:

VEDF (Luxembourg) Holding S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach Luxemburger Recht mit Sitz in 7A, Rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, eingetragen im Firmen- und Handelsregister von Luxemburg unter Nummer B 179.760,

hier vertreten durch Frau Isabel DIAS, Privatbeamtin, mit Geschäftsadresse in 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, aufgrund einer Vollmacht unter Privatschrift ausgestellt in Luxemburg am 11. Mai 2015.

Diese Vollmacht nachdem sie vom Bevollmächtigten und dem unterzeichneten Notar "ne varietur" unterzeichnet wurde, bleibt dieser Urkunde zum Zweck der Registrierung beigegeben.

Die Erschienene, handelnd wie vorstehend erwähnt, hat den unterzeichneten Notar ersucht, die Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung ("société à responsabilité limitée"), die hiermit gegründet wird, wie folgt zu dokumentieren:

I. Bezeichnung - Gesellschaftssitz - Gesellschaftszweck - Dauer

Art. 1. Bezeichnung. Es wird eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung ("société à responsabilité limitée") unter der Bezeichnung „VEDF (Luxembourg) P8 S.à r.l." (die „Gesellschaft“) gegründet, die der Luxemburger Gesetzgebung unterliegt, insbesondere dem Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, wie abgeändert (das „Gesetz“), sowie gegenwärtiger Satzung (die „Satzung“).

Art. 2. Gesellschaftssitz.

2.1. Der Sitz der Gesellschaft ist in Luxemburg-Stadt, im Großherzogtum Luxemburg. Er kann durch einfachen Beschluss des Alleinigen Geschäftsführers, oder gegebenenfalls, des Geschäftsführungsrates der Gesellschaft an einen anderen Ort innerhalb der Gemeinde verlegt werden. Des weiteren kann der Sitz durch einen Beschluss des Alleingesellschafters oder der Hauptversammlung der Gesellschafter gemäß der Art und Weise, wie sie für Satzungsänderungen vorgesehen ist, an einen anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

2.2. Zweigniederlassungen, Filialen und andere Geschäftsräume können entweder im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland durch einen Beschluss des Alleinigen Geschäftsführers, oder gegebenenfalls, des Geschäftsführungsrates er-

richtet werden. Sollte der Alleinige Geschäftsführer, oder gegebenenfalls, der Geschäftsführungsrat beschließen, dass außergewöhnliche politische oder militärische Entwicklungen oder Ereignisse bestehen oder vorauszusehen sind, und dass diese Entwicklungen oder Ereignisse die normale Geschäftstätigkeit am Sitz der Gesellschaft, oder die Verbindung derselben mit dem Ausland behindern würden oder eine solche Behinderung vorauszusehen ist, kann der Sitz vorübergehend ins Ausland verlegt werden bis zur vollständigen Wiederherstellung normaler Verhältnisse. Derartige provisorische Maßnahmen haben keinen Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz der provisorischen Sitzverlegung des Gesellschaftssitzes eine Luxemburger Gesellschaft bleibt.

Art. 3. Gesellschaftszweck.

3.1. Der Gegenstand der Gesellschaft ist der Erwerb von Beteiligungen in jedweder Form an luxemburgischen oder ausländischen Gesellschaften oder Unternehmen, sowie die Verwaltung, die Steuerung und die Entwicklung solcher Beteiligungen. Insbesondere darf die Gesellschaft Aktien, Anteile und andere Wertpapiere, Anleihen, Rentenwerte, Geldmarkteinlagen und andere Schuldtitel aller Art durch Zeichnung, Kauf oder Tausch oder sonst wie erwerben, und im Allgemeinen alle Wertschriften und Finanzinstrumente, die von öffentlichen oder privaten Rechtspersonlichkeiten jeder Art ausgegeben werden. Sie kann an der Gründung, Entwicklung, Verwaltung und Aufsicht aller Gesellschaften oder Unternehmen teilnehmen. Des weiteren kann sie die direkten oder indirekten Immobilienanlagen weiterbilden und in den Erwerb und die Verwaltung eines Bestands von Patenten oder anderen geistigen Eigentumsrechten jeder Art oder jeden Ursprungs investieren.

3.2. Die Gesellschaft kann Darlehen jeder Art aufnehmen, außer auf dem Wege von öffentlichen Anleihen. Sie kann, jedoch nur durch Privatplatzierung, Schuldscheine, Anleihen und Rentenwerte, sowie jede Art von Schuldtiteln und/oder Dividendenpapieren ausgeben. Die Gesellschaft kann Geldmittel verleihen, einschließlich und ohne Begrenzung, der Erlöse aus Kreditverbindlichkeiten und/oder Emissionen von Schuld- oder Dividendenpapieren an ihre Zweigunternehmen, angegliederte Gesellschaften und/oder jede andere Gesellschaft. Die Gesellschaft kann in Bezug auf ihr gesamtes oder teilweises Vermögen Sicherheiten leisten; sie kann verpfänden, übertragen, belasten oder sonst Sicherheiten bestellen und gewähren, um ihren eigenen Verpflichtungen und Vereinbarungen und/oder den Verpflichtungen und Vereinbarungen jeder anderen Gesellschaft nachzukommen und diese im Allgemeinen zu eigenem Nutzen und/oder zum Nutzen jeder anderen Gesellschaft oder Person abzusichern, ohne dass diese Tätigkeiten den Reglementierungen des Finanzdienstleistungssektors unterliegen.

3.3. Mit dem Ziel einer effizienten Verwaltung kann sich die Gesellschaft im Allgemeinen in Bezug auf ihre Anlagen aller Techniken und Instrumente bedienen, einschließlich der Techniken und Instrumente, die dazu gedacht sind, die Gesellschaft gegen Kredit-, Wechsel-, Zinssatz- und andere Risiken abzusichern.

3.4. Die Gesellschaft darf im Allgemeinen alle Tätigkeiten und alle Transaktionen ausführen, die dazu bestimmt sind, ihren Gesellschaftszweck zu fördern oder die sich auf ihren Gesellschaftszweck beziehen.

Art. 4. Dauer.

4.1. Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit gegründet.

4.2. Die Gesellschaft kann nicht aufgelöst werden wegen eines Sterbefalls, der Aufhebung von Bürgerrechten, Rechtsunfähigkeit, Insolvenz, Konkurs oder Ähnlichen Vorkommnissen, die einen oder mehrere Gesellschafter betreffen.

II. Kapital - Gesellschaftsanteile

Art. 5. Kapital.

5.1. Das Kapital der Gesellschaft ist auf zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) festgelegt und besteht aus einhundert (100) Anteilen mit einem Nominalwert von je einhundertfünfundzwanzig Euro (EUR 125,-) alle gezeichnet und voll eingezahlt.

5.2. Das Gesellschaftskapital kann bei einem oder mehreren Anlässen durch einen Beschluss des Alleingeschafters oder, gegebenenfalls, durch die Hauptversammlung der Gesellschafter gemäß der Art und Weise, wie sie für Satzungsänderungen vorgesehen ist, erhöht oder vermindert werden.

Art. 6. Gesellschaftsanteile.

6.1. Jeder Gesellschaftsanteil erteilt dem Besitzer ein Anrecht auf einen Bruchteil der gemeinschaftlichen Vermögenswerte und Gewinne der Gesellschaft in unmittelbarem Verhältnis zu der Anzahl der bestehenden Anteile.

6.2. Die Anteile der Gesellschaft sind unteilbar, da je Anteil nur ein Besitzer anerkannt wird. Gemeinschaftliche Eigentümer haben eine einzige Person zu ihrem Vertreter für ihre Beziehungen mit der Gesellschaft zu ernennen.

6.3. Die Anteile sind zwischen den Gesellschaftern oder, im Falle eines Alleingeschafters, an Dritte frei übertragbar.

Falls die Gesellschaft mehr als einen Gesellschafter hat, unterliegt die Übertragung von Gesellschaftsanteilen an Nicht-Gesellschafter der vorherigen Zustimmung der Hauptversammlung der Gesellschafter, die mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals der Gesellschaft vertreten.

Eine Anteilsübertragung bindet die Gesellschaft oder Dritte nur infolge einer Mitteilung an die, oder einer Billigung seitens der Gesellschaft, gemäß Artikel 1690 des Bürgerlichen Rechts.

Bezüglich aller anderen Angelegenheiten wird auf die Artikel 189 und 190 des Gesetzes hingewiesen.

6.4. Am Sitz der Gesellschaft wird gemäß den Bestimmungen des Gesetzes ein Gesellschafterregister aufbewahrt, das von jedem Gesellschafter, der dies verlangt, eingesehen werden kann.

6.5. Die Gesellschaft kann im Rahmen des Gesetzes ihre eigenen Anteile zurückkaufen.

III. Geschäftsführung - Vertretung

Art. 7. Geschäftsführungsrat.

7.1. Die Geschäftsführung der Gesellschaft erfolgt durch einen oder mehrere Geschäftsführer, welche durch den Alleingesellschafter oder die Hauptversammlung der Gesellschafter unter Bestimmung der Dauer ihres Mandats ernannt werden. Werden mehrere Geschäftsführer ernannt, so bilden diese einen Geschäftsführungsrat, welcher aus einem oder mehreren Klasse A Geschäftsführer(n) sowie aus einem oder mehreren Klasse B Geschäftsführer(n) besteht. Ein Geschäftsführer muss nicht auch Gesellschafter sein.

7.2. Die Geschäftsführer können ad nutum vom Amt abgesetzt werden (ohne jeden Grund).

Art. 8. Befugnisse des Geschäftsführungsrates.

8.1. Alle Befugnisse, die nicht ausdrücklich per Gesetz oder durch die gegenwärtige Satzung der Hauptversammlung der Gesellschafter vorbehalten sind, fallen in die Zuständigkeit des Alleinigen Geschäftsführers oder, sofern die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, des Geschäftsführungsrates, der alle Befugnisse hat um sämtliche Handlungen und Rechtsgeschäfte durchzuführen und zu bewilligen, die der Förderung des Gesellschaftszwecks dienlich sind. Unbeschadet jeglicher anderen Vorschriften in der Vereinbarung der LLP dürfen Befugnisse, die der Hauptversammlung der Gesellschafter vorbehalten sind, nicht durch den alleinigen Geschäftsführer oder, sofern die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, den Geschäftsführungsrat ohne die vorherige Erlaubnis der Gesellschafter ausgeübt werden, es sei denn, die Gesellschafter haben den Alleinigen Geschäftsführer oder, sofern die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, den Geschäftsführungsrat bereits mit der Wahrnehmung ebendieser Befugnisse beauftragt.

8.2. Beschränkte Spezialvollmachten können für bestimmte Angelegenheiten durch den Alleinigen Geschäftsführer oder, sofern die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, entweder (i) durch zwei Geschäftsführer der Klasse A gemeinschaftlich oder (ii) durch einen Geschäftsführer der Klasse A gemeinschaftlich mit einem Geschäftsführer der Klasse B, einem oder mehreren Vertretern erteilt werden, und zwar unabhängig davon, ob diese auch Gesellschafter sind.

Art. 9. Entscheidungsverfahren.

9.1. Der Geschäftsführungsrat tritt so oft am Ort, der in den Einberufungsschreiben angegeben ist, zusammen wie die Interessen der Gesellschaft es verlangen, oder auf Einberufung eines Geschäftsführers.

9.2. Schriftliche Mitteilung über jede Geschäftsführungsratssitzung ergeht mindestens 24 (vierundzwanzig) Stunden vor dem Tag der Sitzung an alle Geschäftsführer, außer in einem Notfall, in welchem Fall die Art dieser Umstände im Einberufungsschreiben für die Geschäftsführungsratssitzung anzugeben ist.

9.3. Ein Einberufungsschreiben ist nicht erforderlich, wenn alle Mitglieder des Geschäftsführungsrates der Gesellschaft in einer Sitzung anwesend oder vertreten sind und erklären, über die Sitzung rechtmäßig informiert worden zu sein und die Tagesordnung zu kennen. Es kann von jedem Mitglied des Geschäftsführungsrates der Gesellschaft per Brief, Faksimile oder E-mail auf das Einberufungsschreiben verzichtet werden.

9.4. Jeder Geschäftsführer kann an jeder Geschäftsführungsratssitzung teilnehmen, indem er einen anderen Geschäftsführer zu seinem Vertreter bestellt.

9.5. Der Geschäftsführungsrat kann nur gültig tagen und beschließen, wenn die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist. Die Beschlüsse des Geschäftsführungsrates werden gültig mit der Mehrheit der Stimmen gefaßt. Die Beschlüsse des Geschäftsführungsrates werden in Protokollen festgehalten, die von zwei in der Sitzung anwesenden oder vertretenen Geschäftsführern unterzeichnet sind.

9.6. Jeder Geschäftsführer kann über Telefon oder Videokonferenz oder durch jedwede andere, ähnliche Kommunikationsmittel an einer Geschäftsführungsratssitzung teilnehmen, die allen Personen, die an der Sitzung teilnehmen, ermöglichen, einander zu hören und miteinander zu sprechen. Die Teilnahme an einer Sitzung durch diese Mittel ist gleich einer persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung.

9.7. Der Geschäftsführungsrat kann einstimmig Beschlüsse fassen per Rundschreiben, wenn das Einverständnis schriftlich, durch Facsimile, E-mail oder ein anderes Benachrichtigungsmittel erfolgt. Das Ganze bildet das Original welches die Beschlüsse bestätigt.

Art. 10. Vertretung. Die Gesellschaft ist in allen Angelegenheiten gegenüber Dritten durch alleinige Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder, sofern die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, entweder (i) durch die Unterschriften zweier Geschäftsführer der Klasse A gemeinschaftlich oder (ii) durch die Unterschriften eines Geschäftsführers der Klasse A gemeinschaftlich mit der eines Geschäftsführers der Klasse B oder, bei wirksamer Erteilung einer Unterschriftsvollmacht gemäß Artikel 8.2. der vorliegenden Satzung, durch die alleinige Unterschrift einer Person oder die gemeinschaftlichen Unterschriften mehrerer Personen.

Art. 11. Verpflichtung der Geschäftsführer. Die Geschäftsführer sind durch ihr Amt nicht persönlich haftbar für Verpflichtungen, die sie im Namen der Gesellschaft gültig eingegangen sind, unter der Bedingung, dass solche Verpflichtungen in Übereinstimmung mit gegenwärtiger Satzung sowie den anwendbaren Bestimmungen des Gesetzes sind.

IV. Hauptversammlungen der Gesellschafter

Art. 12. Befugnisse und Stimmrechte.

12.1. Der Alleingesellschafter übernimmt alle Vollmachten, die vom Gesetz der Hauptversammlung der Gesellschafter übertragen werden.

12.2. Jeder Gesellschafter besitzt Stimmrechte, die im Verhältnis zur Anzahl seiner Gesellschaftsanteile stehen.

12.3. Jeder Gesellschafter kann eine natürliche Person oder Rechtspersönlichkeit per Brief, Telegramm, Telex, Faksimile oder E-Mail zu seinem Bevollmächtigten bestellen, um ihn bei den Hauptversammlungen der Gesellschafter zu vertreten.

Art. 13. Form - Beschlussfähige Anzahl - Mehrheit.

13.1. Falls die Anzahl der Gesellschafter fünfundzwanzig nicht übersteigt, können ihre Entscheidungen durch Umlaufbeschluss gefasst werden, dessen Text schriftlich, sei es im Original, oder über Faksimile oder Email, an alle Gesellschafter geschickt wird. Die Gesellschafter geben ihre Stimme durch Unterzeichnung des Umlaufbeschlusses ab. Die Unterschriften der Gesellschafter können auf einem einzigen Dokument oder auf mehreren Exemplaren eines gleichlautenden Beschlusses geleistet werden, und per Brief oder per Faksimile bescheinigt werden.

13.2. Kollektivbeschlüsse sind nur gültig, wenn sie von Gesellschaftern gefasst werden, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals besitzen.

13.3. Ungeachtet von Artikel 13.2. gegenwärtiger Satzung können Beschlüsse in Bezug auf Abänderungen der Satzung oder in Bezug auf die Auflösung und Liquidation der Gesellschaft nur mit der Stimmenmehrheit der Gesellschafter, die mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals der Gesellschaft besitzen, gefasst werden.

Art. 14. Vorbehaltene Angelegenheiten.

14.1. Der Vorstand soll die vorherige schriftliche Einwilligung der Gesellschafter (Einwilligung der Gesellschafter) bezüglich der in Artikel 14.3 bestimmten Angelegenheiten (vorbehaltene Angelegenheiten) wie nachfolgend bestimmt einholen.

14.2. Erfordert eine Handlung oder Entscheidung die Einwilligung der Gesellschafter, soll die Geschäftsführung dies den Gesellschaftern anzeigen und sie alsbald um ihre Einwilligung ersuchen.

14.3. Die vorbehaltenen Angelegenheiten bestimmen sich wie folgt:

(a) Der Erwerb jeglicher Investitionen (einschließlich jeglicher Anschlussinvestitionen) und (anders als im Geschäftsplan der LLP vorgesehen) die Veräußerung jeglicher Investitionen;

(b) Kapitaleaufwand im Zusammenhang mit jeglicher Investition, die außerhalb des Betriebsbudgets für solche Investitionen liegt, sowie anderer Kapitaleaufwand außerhalb des Geschäftsplans und des Betriebsbudgets der LLP;

(c) die Begründung, Änderung oder Beendigung von Verträgen mit Dritten, die eine finanzielle Auswirkung von mehr als 20 % der vereinbarten Jahresausgaben nach dem Geschäftsplan oder dem Betriebsbudget der LLP herbeiführen, und zwar hinsichtlich jedes einzelnen Aktivums (einschließlich jeglicher Kreditvereinbarung oder jegliche von der Gesellschaft aufgenommene Darlehen, Hypotheken und Grundpfandrechte oder sonstige Verpfändungen ihres Anteilsvermögens, jegliche Bürgschaft oder Sicherungsvereinbarung hinsichtlich einer solchen Verbindlichkeit, einschließlich jeglicher Garantien zwischen verschiedenen Anlagevehikeln);

(d) jegliche steuerlich oder rechtlich relevante Entscheidung oder Handlung (sowie jede Untätigkeit diesbezüglich), die die Angelegenheiten der LLP beeinträchtigt oder einen Investor unverhältnismäßig gegenüber den anderen Investoren benachteiligt;

(e) jegliche Transaktion, Vereinbarung oder Angelegenheit, die einerseits die Gesellschaft und andererseits ein Mitglied oder eine mit diesem Mitglied verbundene Person, oder, darüber hinaus, jegliche Arbeitnehmer, Angestellten, Direktoren, Mitglieder, Gesellschafter oder Partner eines Mitglieds oder einer mit ihm verbundenen Person, einschließlich ihrer jeweiligen Verwandten, bindet;

(f) jegliche Änderung der Konditionen der jeweiligen Prüfungsvereinbarungen mit dem unabhängigen Rechnungskommissar oder dem unabhängigen Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft;

(g) vorbehaltlich einer gegenteiligen Erlaubnis in der Vereinbarung der LLP, die Begründung, Übernahme, Sicherung, Refinanzierung einer Schuld oder Verpflichtung oder Vorausleistung auf eine solche oder die Gewährung einer Belastung zum Nachteil der Gesellschaft oder ihrer verbundenen Vermögenswerte in Verbindung mit einer Schuld oder Verpflichtung;

(h) der Eintritt der Gesellschaft in jegliches Miet- oder Pachtverhältnis, in Verträge, Niederschriften oder sonstige Vereinbarungen mit dem Zweck der Nutzung, Miete oder Pacht, des Kaufs oder Verkaufs von Grundstücken oder Grundbesitzes, die nicht der Finanzprognose für den genehmigten Geschäftsplan oder dem Budget der LLP übereinstimmen oder diese überschreiten;

(i) alle wesentlichen Entscheidungen im Zusammenhang mit dem Überwachen der Investitionen die: (i) eine Investition oder die Eingehung einer Verbindlichkeit in Höhe von £50,000 oder mehr erfordern würden oder die LLP verpflichten würden eine solche Verbindlichkeit einzugehen oder zur Folge hätte, dass die LLP sich gezwungen sieht einen Verlust in genannter Höhe zu dulden, sofern der jährliche Geschäftsplan oder das Budget der LLP dies nicht vorsieht, (ii) die einen Aufwand von mehr als 20 % der vereinbarten Jahresausgaben nach dem Geschäftsplan oder dem Betriebsbudget der LLP,

erfordern, und zwar hinsichtlich jedes einzelnen Aktivums, oder (iii) eine Verminderung von mindestens 5 % des Nettovermögenswerts eines jeglichen einzelnen Aktivums im Portfolio;

(j) jegliche andere wichtige Entscheidung, über die im Geschäftsplan oder dem Betriebsbudget der LLP keine ausdrückliche Vereinbarung besteht und die: (i) eine Investition oder die Eingehung einer Verbindlichkeit in Höhe von £50,000 oder mehr erfordern würden oder zur Folge hätte, dass die LLP sich gezwungen sieht einen Verlust in genannter Höhe zu dulden, sofern der jährliche Geschäftsplan oder das Budget der LLP dies nicht vorsieht, (ii) die einen Aufwand von mehr als 20 % der vereinbarten Jahresausgaben nach dem Geschäftsplan oder dem Betriebsbudget der LLP, erfordern, und zwar hinsichtlich jedes einzelnen Aktivums, oder (iii) eine Verminderung von mindestens 5 % des Nettovermögenswerts eines jeglichen einzelnen Aktivums im Portfolio.

14.4 Die Gesellschafter sollen über jede in Artikel 14.3 genannte Handlung oder Entscheidung innerhalb von zehn (10) Geschäftstagen nach Empfang der von der Geschäftsführung Anzeige beschließen; der Beschluss soll mit Erreichen des für seine Wirksamkeit notwendigen Stimmenanteils unverzüglich wirksam werden.

14.5. Die Einwilligung der Gesellschafter kann durch die Gesellschafter in Form einer Urschrift der entsprechenden:

(a) Protokolle der Hauptversammlung der Gesellschafter; oder der

(b) Schriftlichen Umlaufbeschlüsse (welche in Übereinstimmung mit Artikel 13.1 dieser Satzung gefasst wurden), erbracht werden, vorausgesetzt dass, in jedem dieser Fälle, die Gesellschafter, deren Einwilligung gemäß der Vereinbarung der LLP erforderlich ist, in die jeweilige Handlung oder Entscheidung tatsächlich einwilligen.

V. Jahresrechnungen - Gewinnzuteilung

Art. 15. Geschäftsjahr.

15.1 Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember.

15.2 In Bezug auf das Ende des Geschäftsjahres der Gesellschaft, hat der alleinige Geschäftsführer, oder gegebenenfalls, der Geschäftsführungsrat, jährlich die Bilanz und die Gewinn- und Verlustkonten der Gesellschaft, sowie das Inventar, einschließlich der Angabe des Wertes der Aktiva und Passiva der Gesellschaft zu erstellen, mit einem Anhang, der alle Verpflichtungen der Gesellschaft zusammenfasst, und die Verbindlichkeiten der Geschäftsführer, des oder der Rechnungskommissare (falls anwendbar) und der Gesellschafter der Gesellschaft zusammenfasst.

15.3 Jeder Gesellschafter kann das obengenannte Inventar und die Bilanz am Sitz der Gesellschaft einsehen.

Art. 16. Gewinnverteilung.

16.1 Der in den Jahreskonten aufgeführte Bruttogewinn der Gesellschaft, nach Abzug der Allgemeinkosten, Tilgungen und Kosten, stellt den Nettogewinn dar. Ein Anteil von fünf Prozent (5 %) des Nettogewinns der Gesellschaft wird der gesetzlichen Rücklage zugeführt, bis diese zehn Prozent (10 %) des Grundkapitals der Gesellschaft erreicht hat.

16.2 Die Hauptversammlung der Gesellschafter kann nach freiem Ermessen über den Überschuss verfügen. Insbesondere kann sie den Gewinn zu einer Dividendenzahlung freigeben oder sie der Rücklage zuweisen oder auch als Saldo vortragen.

16.3 Zwischendividenden können jederzeit unter folgenden Bedingungen ausgeschüttet werden:

(i) Interimskonten werden vom Geschäftsführungsrat erstellt;

(ii) diese Interimskonten belegen, dass genügend Gewinne und andere Reserven (inklusive Ausgabepremie) zur Ausschüttung zur Verfügung stehen; wohlverstanden darf der auszuschüttende Betrag die seit dem Ende des vorhergehenden Geschäftsjahres realisierten Gewinne, zuzüglich der vorgetragenen Gewinne und der ausschüttbaren Rücklagen, jedoch abzüglich der vorgetragenen Verluste und der Beträge, die der gesetzlichen Rücklage zuzuführen sind, nicht übersteigen;

(iii) die Entscheidung zur Zahlung von Zwischendividenden wird vom alleinigen Gesellschafter oder von der Gesellschafterversammlung binnen zwei (2) Monaten vom Datum der Interimskonten getroffen, und

(iv) eine Zusicherung wurde gegeben, dass die Rechte der Gläubiger der Gesellschaft nicht gefährdet sind.

VI. Auflösung - Liquidation

17.1 Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren Liquidatoren ausgeführt, die keine Gesellschafter zu sein brauchen, und die durch einen Beschluss des Alleingesellschafters oder der Hauptversammlung der Gesellschafter ernannt werden, die ihre Vollmachten und Vergütung bestimmt.

Falls in dem Beschluss des oder der Gesellschafter, oder durch ein Gesetz, nichts Anderes vorgesehen ist, sind die Liquidatoren mit den weitgehendsten Befugnissen für die Realisierung der Vermögenswerte und die Zahlung der Verpflichtungen der Gesellschaft versehen.

17.2 Der Überschuss aus der Realisierung der Vermögenswerte und Zahlung der Verpflichtungen der Gesellschaft wird an den Gesellschafter gezahlt oder, im Falle mehrerer Gesellschafter, an die Gesellschafter im Verhältnis zu der Anzahl der Anteile, die sie in der Gesellschaft besitzen.

VII. Allgemeine Bestimmung

18. Es wird auf die Bestimmungen des Gesetzes in Bezug auf alle Angelegenheiten verwiesen, die nicht ausdrücklich in gegenwärtiger Satzung aufgeführt werden.

Art. 19. Definitionen.

Verbunden	ist eine Person mit einer anderen Person, wenn sie, direkt oder indirekt, durch einen oder mehrere Mittelpersonen, über zweitgenannte Person Kontrolle ausübt oder von ihr Kontrolliert wird oder mit ihr unter gemeinsamer Kontrolle steht;
Geschäftstage	sind alle Tage außer (i) Sonnabend und Sonntag and (ii) Tage, an denen Bankinstitute in Luxemburg [oder im Vereinigten Königreich] gesetzlich oder durch Verordnungen berechtigt oder verpflichtet sind geschlossen zu sein;
Kontrolle	(einschließlich der Begriffe "Kontrolliert wird" und "unter gemeinsamer Kontrolle steht") ist die direkte oder indirekte Möglichkeit der Bestimmung der oder der Einflussnahme auf die Geschäftsführung oder auf die Geschäftsstrategie einer Person, sei es durch das Eigentum an stimmberechtigten Wertpapieren, durch Vertrag oder durch Kreditvereinbarungen, als Treuhänder, als Vollstrecker oder auf sonstige Weise;
Anlagevehikel	ist jedes Vehikel, das zum Zwecke gegründet wird, Investitionen der LLP (sowohl durch diese alleine, als auch gemeinsam mit weiteren Personen) in unbewegliches Vermögen zu ermöglichen.
Investition	bezeichnet eine Investition in oder aufgrund von unbeweglichem Vermögen welches von der LLP oder auf deren Rechnung erworben oder ihr zum Erwerb angeboten wurde, unabhängig davon, ob sie direkt oder durch ein oder mehrere Anlagevehikel getätigt wurde und unabhängig davon, wie diese errichtet und vertreten wurden;
Anlageberater	ist Valad Investment Management Services Limited, eine Gesellschaft englischen und walisischen Rechts, eingetragen unter der Handelsregisternummer 03014116 mit Sitz in 1 st floor Unit 16, Manor Court, Business Park, Scarborough, YO11 3TU, entsprechend der Anlageberatungsvereinbarung dazu bestellt der LLP Anlageberatungsdienste im Zusammenhang mit dem Erwerb und der Veräußerung vom Investitionen und Anlageverwaltungsdienste im Zusammenhang mit der laufenden Verwaltung der von der LLP erworbenen Investitionen bereitzustellen;
Anlageberatungsvereinbarung	ist die Anlageberatungsvereinbarung zwischen der LLP und dem Anlagenberater, in der vereinbarten Form am oder um den 17 Juli 2014 herum in Kraft getreten, in der jeweils gültigen Fassung;
Anleger (Mitglied)	ist jedes Mitglied, abgesehen von der Valad Promote Limited Partnership, eine limited liability partnership schottischen Rechts mit der Handelsregisternummer SL014404 mit Sitz in 1 st Floor Exchange Place, 3 Semple Street, Edinburgh EH3 8BL vertreten durch ihren unbeschränkt haftenden Gesellschafter Valad GP, eine unlimited liability company schottischen Rechts mit der Handelsregisternummer SC460534 mit Sitz in 1 st Floor Exchange Place, 3 Semple Street, Edinburgh EH3 8BL;
LLP	Valad Diversified LLP, eine liability partnership englischen und walisischen Rechts mit der Handelsregisternummer OC385934 mit Sitz in 1 st floor, Unit 16, Manor Court Business Park, Scarborough, YO11 3TU;
Vereinbarung der LLP	ist die Partnerschaftsurkunde der LLP vom 19 Juni 2013 in der jeweils gültigen Fassung;
Mitglied	ist jedes Mitglied der LLP zum jeweiligen Zeitpunkt;
Betriebsbudget	ist im Zusammenhang mit jeder Investition ein vom Anlageberater gemäß der Anlageberatungsvereinbarung vorbereitetes Betriebsbudget, welches von der LLP genehmigt wurde und alle direkten Transaktionskosten deckt, einschließlich der Vermögens- und Anlagenverwaltungskosten der LLP, sowie aller Rechtsberatungs-, Behörden-, bzw. Prozesskosten, Auditkosten und Steuern und anderen Kosten im Zusammenhang mit dem Eigentum Dritter, sowie Anlagenverwaltungsgebühren die nach der Anlageberatungsvereinbarung an den Anlageberater in Folge der jeweiligen Investition zu zahlen sind;
Vorbehaltene Angelegenheiten	sind solche des Artikels 14 dieser Satzung,
Gesellschafter	ist der Alleingesellschafter oder, sonst, die Hauptversammlung der Gesellschafter bestehend aus den Gesellschaftern zum jeweiligen Zeitpunkt.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag der Unterzeichnung dieser Urkunde und endet am 31. Dezember 2015.

Zeichnung - Zahlung

Daraufhin erklärt

VEDF (Luxembourg) Holding S.à r.l., vorgenannt, hier vertreten wie vorgenannt, einhundert Anteile (100) der Gesellschaft zu zeichnen mit einem Nennwert von je einhundertfünfzwanzig Euro (125.- EUR) und sie voll einzuzahlen durch eine Bareinlage betragend zwölftausendfünfhundert Euro (12.500.- EUR).

Der Betrag von zwölftausendfünfhundert Euro (12.500.- EUR) steht somit zur Verfügung der Gesellschaft, wie dem unterzeichneten Notar bescheinigt wurde, der dies ausdrücklich bestätigt.

Schätzung

Die Ausgaben, Kosten, Gebühren und Auslagen jeder Art, die von der Gesellschaft resultierend aus seiner Gesellschaftsgründung getragen werden müssen, werden auf ca. eintausendvierhundert Euro (1.400.-EUR) geschätzt.

Beschlüsse des Alleinigen Gesellschafters

Sofort nach der Gründung der Gesellschaft haben die Gesellschafter, die das gesamte gezeichnete Gesellschaftskapital vertreten, folgende Beschlüsse gefasst:

1. Folgende Geschäftsführer werden auf unbestimmte Zeit ernannt:

Geschäftsführer der Kategorie A:

- Herr Onno BOUWMEISTER, geboren in Maarssen (Niederlande) am 26. Januar 1977, mit Berufsanschrift in 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg; und
- LUX BUSINESS MANAGEMENT S.à r.l., R.C.S Luxemburg, Nummer B 79.709, mit Sitz in 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Geschäftsführer der Kategorie B:

- Herr Fraser James KENNEDY, geboren in Great Yarmouth (Großbritannien) am 13. März 1975, mit Berufsanschrift in 64 North Row, London W1K 7DA, Großbritannien; und
- Herr Thomas LAFARGUE, geboren in Paris (Frankreich) am 11. Juli 1976, mit Berufsanschrift in 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

2. Der Sitz der Gesellschaft ist in 7A, Rue Robert Stümper, L-2557 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Erklärung

Der unterzeichnete Notar, der die englische Sprache versteht und spricht, erklärt hiermit, dass auf Antrag des vorstehenden Komparenten gegenwärtige Urkunde auf English abgefasst ist, gefolgt von einer Fassung in deutscher Sprache, und dass im Falle einer Abweichung zwischen dem englischen und dem deutschen Text die englische Fassung überwiegt.

WORÜBER URKUNDE, aufgenommen zu Luxemburg am Datum wie am Anfang dieser Urkunde erwähnt.

Und nach Vorlesung an den Bevollmächtigten des Komparenten hat dieser zusammen mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterzeichnet.

Signé: I. Dias et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 15 mai 2015. 2LAC/2015/10672. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 mai 2015.

Référence de publication: 2015075684/645.

(150085822) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2015.

SPFC Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 76-78, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 175.373.

—
EXTRAIT

Par décision en date du 19 mai 2015, le Conseil de Gérance de la société a décidé de transférer le siège social de L-1940 Luxembourg, 296-298 route de Longwy à L-2146 Luxembourg, 76-78, rue de Merl, avec effet rétroactif au 1^{er} avril 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Howald.

Signature.

Référence de publication: 2015078028/12.

(150089083) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2015.

Ticketmaster Luxembourg Holdco 5, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: CAD 37.123.661,00.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 142.609.

—
Les comptes consolidés de LIVE NATION ENTERTAINMENT, INC. pour la période se terminant au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 mai 2015.

Référence de publication: 2015077412/11.

(150087768) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

Bock Capital EU Luxembourg Sakana S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 195.176.

—
Les statuts coordonnés au 22/04/2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26/05/2015.

Me Cosita Delvaux

Notaire

Référence de publication: 2015077608/12.

(150089617) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2015.

ArcStore S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5366 Munsbach, 9, rue Henri Tudor.

R.C.S. Luxembourg B 80.500.

—
Extract of the minutes of the Extraordinary General Meeting of the Shareholders of Arcstore S.A. held on May 20th, 2015.

The meeting cancels with immediate effect the mandates of Bernard Moreau, Director, residing at 54 rue Principale L-5241 Sandweiler and Allan Patrick Lowe, Director, residing at 6 rue de la Montagne L-5234 Sandweiler as Managing-Directors of the company.

The meeting appoints Bernard Moreau, Director, residing at 54 rue Principale L-5241 Sandweiler, Allan Patrick Lowe, Director, residing at 6 rue de la Montagne L-5234 Sandweiler and Gillian Arcone, Director, residing at 198 rue Principale L-5366 Munsbach as Directors for a statutory term expiring at the date of the next Annual General Meeting in 2016.

Certified true extract

Traduction en français

Extrait du procès-verbal de la réunion de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires d'Arcstore S.A. qui s'est tenue le 20 mai 2015.

L'assemblée annule avec effet immédiat les mandats des administrateurs-délégués Bernard Moreau, Directeur, résidant au 54 rue Principale L-5241 Sandweiler et Allan Patrick Lowe, Directeur, demeurant au 6 rue de la Montagne L-5234 Sandweiler.

L'assemblée désigne aux fonctions d'Administrateurs Bernard Moreau, Directeur, résidant au 54 rue Principale L-5241 Sandweiler, Allan Patrick Lowe, Directeur, résidant au 6 rue de la Montagne L-5234 Sandweiler et Gillian Arcone, Directeur, résidant au 198 rue Principale L-5366 Munsbach pour une période statutaire se terminant à la prochaine assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2016.

Pour extrait conforme

Arcstore S.A.

Bernard MOREAU / Allan Patrick Lowe

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2015075774/29.

(150087332) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.
